

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro: 50 centimes

SOMMAIRE

La lutte des classes et le Socialisme utopique (Paul Louis). — La Dictature des Rois du fer (A. Ker). — La Semaine Internationale (Robert Pelletier). — Un manifeste communiste en 1872. (Préface d'Amédée Dunois).

Les Mencheviks, la Révolution Russe et la Révolution mondiale (Albert Treint). — Le citoyen Vandervelde socialiste (R. Albert). — Le Parti menchevik dans la Révolution (I. Vardine). — Librairie de l'Humanité.

La Lutte des Classes et le Socialisme utopique

Si l'on envisage les positions prises, depuis quelques années, par le socialisme réformiste ou la social-démocratie, et par les partis communistes, on y retrouve l'antagonisme signalé de longue date, entre le socialisme utopique et le socialisme scientifique. Ce qui caractérise en gros celui-ci, c'est qu'il se fonde sur la lutte des classes, et ce qui caractérisait celui-là c'est qu'il croyait à la possibilité d'une action concertée entre les classes, liant la sécurité de la catégorie dirigeante à une amélioration du sort de la catégorie dirigée. Pour reprendre certaines préoccupations actuelles, on peut dire que les socialistes utopiques ont toujours admis l'opportunité, l'efficacité d'un bloc des gauches, tandis que les socialistes marxistes ont mis au-dessus de toute discussion l'effort autonome, isolé, farouche du prolétariat luttant pour la libération. Pour les uns, la transformation sociale naîtra de la bonne volonté de tous ceux qui sont humains, généreux ou simplement intelligents ; pour les autres la révolution — dont ils acceptent tous les traits distinctifs et toutes les conséquences — équivaudra à l'assaut victorieux des opprimés contre les maîtres.

Sans doute entre le socialisme utopique et le socialisme scientifique on pourrait relever

bien d'autres différences, et spécialement la proclamation solennelle par celui-ci de la loi du matérialisme historique et la négation ou l'ignorance de cette loi par celui-là, mais je crois bien que l'opposition fondamentale est celle qui résulte de l'acceptation et du rejet de la lutte des classes entendue dans toute son ampleur.

Les socialistes, qui ont participé au pouvoir avant et après la guerre, et qui au nom de prétextes variés ont collaboré avec la bourgeoisie, ou même pris tout le gouvernement au nom de cette bourgeoisie, sont revenus aux formules du socialisme utopique. Mais à la distinction des écrivains du socialisme utopique, ils n'avaient aucune excuse, car le passé aurait dû servir d'espérance et de leçon, et l'évolution économique aggravant les conflits, élargissant les fissures de la société, condamnant plus directement les coopérations. Les hommes qui ont assumé le pouvoir dans un certain nombre de pays européens, depuis huit ans, ne pouvaient être tenus pour des esprits chimeriques : au contraire, ils savaient pertinemment ce qu'ils faisaient et pourquoi ils le faisaient.

Mais c'est surtout une étude historique, documentaire, que je voudrais poursuivre ici et

je n'ai évoqué le présent que pour montrer l'intérêt souvent saisissant qu'offre un retour au passé.

Nul n'ignore qu'une partie du *Manifeste des Communistes* est consacrée à l'examen et à la réfutation de ce socialisme utopique. Elle occupe les pages 39 à 51 de l'édition publiée récemment par l'*Humanité*. Et il y a toujours profit pour les militants à reprendre ce texte magistral, le monument le plus illustre de la doctrine.

Voici quelques extraits significatifs, qu'on lira avec fruit, avant de lire d'autres citations que j'emprunterai justement aux socialistes utopiques.

« Les premières tentatives directes du prolétariat pour faire prévaloir ses propres intérêts de classe... échouèrent nécessairement, du fait de l'état embryonnaire du prolétariat lui-même, autant que par l'absence des conditions matérielles de son émancipation, conditions qui ne pouvaient être produites qu'après l'avènement de la bourgeoisie.

« Les systèmes socialistes et communistes proprement dits, les systèmes de Saint-Simon, de Fourier, l'Owen, etc., font leur apparition dès la première période de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie.

« Les inventeurs de ces systèmes se rendent bien compte de l'antagonisme des classes, ainsi que de l'action des éléments dissolvants dans la société dominante elle-même. Mais ils n'aperçoivent, du côté du prolétariat, aucune indépendance historique, aucun mouvement politique qui lui soit propre.

« Comme le développement de l'antagonisme des classes marche de pair avec le développement de l'industrie, ils n'aperçoivent pas davantage les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat et se mettent en quête d'une science sociale, de lois sociales, dans le but de créer ces conditions.

« A l'activité sociale, ils substituent leur propre ingéniosité ; aux conditions historiques de l'émancipation, des conditions fantastiques ; à l'organisation graduelle et spontanée du prolétariat en classe, une organisation fabriquée de toutes pièces par eux-mêmes. L'avenir du monde se résout pour eux dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société.

« Dans la confection de leurs plans, toutefois, ils ont la conscience de défendre avant

tout les intérêts de la classe ouvrière, parce qu'elle est la classe la plus souffrante. Ce prolétariat n'existe pour eux que sous cet aspect de la classe la plus souffrante.

« Mais la forme rudimentaire de la lutte des classes, ainsi que leur propre position sociale, les portent à se considérer comme bien au-dessus de tout antagonisme de classes. Ils désirent améliorer les conditions matérielles de la vie pour tous les membres de la société, même les plus privilégiés. Par conséquent, ils ne cessent de faire appel à la société tout entière sans distinction, et même ils s'adressent de préférence à la classe régnante.

« Ils repoussent donc toute action politique et surtout toute action révolutionnaire ; ils cherchent à atteindre leur but par des moyens pacifiques et essaient de frayer un chemin au nouvel évangile social par la force de l'exemple, par des expériences en petit, qui échouent naturellement toujours. »

La citation est longue, mais qui s'en plaindrait ? Confrontons maintenant la critique avec les textes auxquels elle se rapporte. Bien entendu je ne donnerai de ceux-ci que de faibles extraits, car la littérature du socialisme utopique, que Marx et Engels avaient en vue, était singulièrement abondante, en Allemagne comme en France. Je me bornerai à puiser chez trois auteurs que le hasard de mes recherches historiques m'a conduit à relire : Louis Blanc, Pecqueur et Coabel, qui, tous, ont écrit dans les années 40 comme l'on dit, c'est-à-dire en cette phase finale de la monarchie de juillet, qui s'est épanouie dans le mouvement de 1848 et qui a été singulièrement riche en productions intellectuelles pour un certain ordre d'idées. Nous allons y trouver des illustrations saisissantes des commentaires qui viennent d'être signalés.

Voici Pecqueur. Dans son *Traité des Améliorations matérielles* (1840). Il voit et dénonce les tares du régime social, la « gravité des signes dont l'horizon est surchargé ».

« Devant une quantité de richesses donnée, il n'y a que deux manières de procéder : à ceux qui ne sont pas satisfaits de leur part et qui veulent résolument obtenir une meilleure, il ne reste qu'à prendre sur celle des autres par la spoliation ou par la violence, ou qu'à trouver à côté les moyens de s'en procurer par le travail. »

Mais Pecqueur écarte résolument la méthode

révolutionnaire ; « la violence, dit-il extrémité déplorable que nul ne doit conseiller. » Que conseille-t-il lui-même ?

« Pour être plus libres, il manque aux ouvriers plus d'aisance, et aux maîtres, à la bourgeoisie, plus de sécurité... Si les classes supérieures d'une nation, représentées dans les maîtres, sont les arbitres de l'aisance des ouvriers et des classes inférieures, il est vrai de dire que les ouvriers, à leur tour, sont les arbitres de la sécurité des classes supérieures.

« Voilà par où la solidarité des faibles et des forts, des petits et des grands, est bien réelle, entière et sérieuse, et ce qui rend inexplicable le mauvais vouloir dans l'histoire universelle, nous montre les classes supérieures animées envers les inférieures. »

Moralité, d'après Pecqueur : les classes supérieures doivent s'allier aux autres pour les affranchir. Peut-on caractériser l'utopisme en traits plus lumineux ?

Passons à Cabet qui nous a défini ses principes à la fin de son fameux *Voyage en Icarie*.

L'organisation sociale n'est pas meilleure pour les aristocrates et les riches que pour les pauvres. Le mal est dans l'inégalité, qu'il faut supprimer, le bien est dans la communauté des capitaux, le travail étant obligatoire pour tous.

Cabet préconise des transitions et condamne la violence. Ce sont les riches surtout qu'il faut convertir « et c'est même par eux qu'il serait le plus court de commencer, parce que les riches et les savants ont bien plus d'influence pour convertir d'autres riches ». Il se pose cette question : Peut-on espérer que les riches se convertiront ? » Et il y répond : « Comment en douter ? Est-ce qu'il n'y a pas des riches éclairés, justes, généreux ? » « ...A l'œuvre donc, vous tous, riches et pauvres ». Et Cabet conclut : « *Si je tenais une révolution dans ma main, je la tiendrais fermée, quand même je devrais mourir en exil.* »

Voici Louis Blanc qui a fait la théorie de la participation avant de la mettre en pratique. Il montre dans son *Organisation du travail* (1840), que personne n'est intéressé, ni le pauvre, ni le riche, au maintien de l'ordre social, la concurrence exterminant le peuple et ruinant la bourgeoisie. Donc « tous les intérêts sont solidaires et une réforme sociale est pour tous les membres de la société, sans exception, un moyen de salut.

Mais pour accomplir cette réforme, il y faut appliquer toute la puissance de l'Etat. « Sans

réforme politique, pas de réforme sociale possible : car si la seconde est le but, la première est le moyen ».

Ainsi la révolution ou ce que L. Blanc appelle de la sorte sera préparée par l'Etat, dont les diverses classes proclamées solidaires, manient de concert les rouages. Cette révolution, nous dit-il, doit être tentée.

« Parce que l'ordre social actuel est trop rempli d'iniquités, de misères, de turpitudes pour pouvoir subsister longtemps ;

« Parce qu'il n'est personne qui n'ait intérêt — quels que soient sa position, son rang, sa fortune — à l'inauguration d'un nouvel ordre social.

« Enfin, parce que cette révolution si nécessaire, il est possible, facile même de l'accomplir pacifiquement.

Vidal nous fournirait des citations identiques et combien d'autres de ses contemporains avec lui !

La critique du *Manifeste des Communistes* porte pleinement, on doit le reconnaître, contre ceux qui confiaient à la classe privilégiée le soin de libérer les ouvriers de sa propre tutelle. Mais l'utopisme qui était simplement puéril, il y a trois-quarts de siècle, mérite d'autres qualificatifs aujourd'hui. Les adversaires du communisme révolutionnaire en 1922 n'ont plus l'excuse de la naïveté ou de l'inexpérience.

PAUL LOUIS.

VIENT DE PARAÎTRE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

NOUVELLE ÉTAPE

PAR

LÉON TROTSKY

UN VOLUME FRANCO : 4 fr. 50

Ce livre est consacré à la nouvelle étape du développement de la révolution prolétarienne internationale. Dans la première partie « La Situation mondiale », l'auteur a essayé de donner une caractéristique générale de la situation mondiale ; la seconde partie « Une Ecole de Stratégie mondiale » contient l'enseignement tactique qu'on peut tirer du 3^e Congrès de l'I. C., en même temps que la critique générale de ses travaux.

En vente à la Librairie de l'Humanité
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517

La dictature des rois du fer

Après l'échec de la Conférence de Gênes, voilà que retentit de nouveau le cri de ralliement des nationalistes : Occupons la Ruhr !

Prenons la Ruhr ! s'écrient les augures du Bloc National ; c'est notre dernière chance de salut. Seule l'occupation de la Ruhr peut nous sauver de la banqueroute et assurer la paix européenne.

Pourquoi « la France » a-t-elle fait échouer la Conférence de Gênes ?

Pourquoi la France de Poincaré est-elle considérée comme le principal obstacle à la paix européenne ?

Pourquoi se trouve-t-elle aujourd'hui à la tête de la réaction mondiale ?

Le Gouvernement occulte

Et tout d'abord qui est la France ? Qui la représente, parle en son nom et la gouverne ?

Le véritable gouvernement français ne siège ni à l'Élysée, ni au Luxembourg, ni au Palais-Bourbon, mais bien au n° 7 de la rue de Madrid, où sont installées nos grandes associations patronales : *Comité des Forges de France*, *Chambres Syndicales de l'industrie aéronautique*, de la construction automobile, des industries électriques, des constructeurs de matériel de guerre, des mines de fer, de la motoculture, des constructeurs de navires et de machines marines, des industries du gaz, des forces hydrauliques, de l'union des syndicats de l'électricité, etc...

M. Robert Pinot, l'éminence grise de notre ploutocratie réactionnaire, est à la tête de la plupart de ces organisations en qualité de Secrétaire Général ou de vice-président. Il est aussi délégué général de l'*Union des Industries Métallurgiques et Minières*, vaste fédération de la métallurgie, des mines, de la construction mécanique et électrique, qui groupe 51 chambres syndicales, nationales et régionales, comprenant ensemble plus de 6.000 adhérents, entrepreneurs privés ou sociétés anonymes.

Ainsi se trouvent rassemblées rue de Madrid les organisations qui coordonnent les plus puissants intérêts particuliers : houillères, mines de fer, chutes d'eau, hauts-fourneaux, fonderies, laminiers, forges, constructions mécaniques et navales, fabrications de guerre. C'est le monopole des richesses nationales détenu par un groupe de puissances occultes, dont M. Pinot est l'animateur.

On ne peut rien comprendre aux campagnes de presse, à notre politique de réaction, ni aux tractations internationales tant que l'on n'a pas vu comment les comités de la rue de Madrid ont asservi le Parlement, la presse et le gouvernement, comment le syndicat d'intérêts particuliers dirigé par M. Pinot subordonne les organismes d'Etat à ses volontés et à ses caprices.

Les rois du fer ne se contentent pas de défendre leurs intérêts, ils forgent en outre la doctrine qui justifie la mise en tutelle de l'Etat. Dans maintes déclarations, M. Pinot a revendiqué la main-mise du capitalisme sur les rouages gouvernementaux, sur l'économie comme sur la politique ; il place les « producteurs » au-dessus des gouvernants, dans l'ordre national ou international — les nécessités de la reconstruction du monde ayant dé-

montré l'impuissance de l'Etat, auquel il faut substituer les grands trusts et l'entente internationale entre les patronats.

Nous disions tout à l'heure que la France de Poincaré soulevait contre elle la méfiance et la colère des peuples. Soyons justes : c'est la France de Pinot qui menace le monde d'un nouveau déchaînement de violences.

Le Comité des Forges et la Révolution

Le gouvernement de la rue de Madrid, plus solide qu'aucun ministère, puisque c'est lui qui fait et défait les ministres, règne en maître à la Chambre des requins, où parmi 140 millionnaires s'illustrent MM. Charles Dumont, François et Guy de Wendel, Noblemire, De Dion, les Rothschild, Le Provost de Launay, Loucheur, Calary de Lamazière, Bouilloux-Lafont, Bessonneau, Goumoulhou, André Bénac, Hottinger, Plissonnier, Jonnart — sans parler des sénateurs André Berthelot, Billiet, Coignet, Clémentel, Doumer, Marsal, Gérard, Raphaël Georges-Lévy, Lhopiteau, Noulens, Perchol, comte de St-Quentin, Lazare Weiller, tous affiliés directement ou indirectement au Comité des Forges.

Au service de ces pontifes de la politique et de la finance, une presse vendue, corrompue, largement arrosée par la Caisse centrale de l'Union des intérêts économiques et par des comptes clandestins (tels que le compte-participation n° 11145 à la Banque des Pays du Nord, parle, récrimine, revendique et menace au nom de « l'opinion publique » et de « l'intérêt national » !

Dès lors, une clarté aveuglante illumine les dessous de la politique nationale :

Campagne électorale de 1919, préparée longuement par l'Union des intérêts économiques, avec les subsides de l'Union des Industries métallurgiques et minières ;

Campagne contre les *accords de Wiesbaden*, conduite avec acharnement par le journal *L'Usine*, organe de la grosse métallurgie, en vue d'appliquer à la restauration de nos ruines un malthusianisme scandaleusement inhumain mais rémunérateur ;

Campagne contre les *huit heures*, à l'appui des demandes en revision présentées au ministère du Travail par l'Union des Industries métallurgiques et minières ;

Campagnes pour le relèvement des *tarifs douaniers*, pour la *baisse des salaires*, pour la soi-disant *liberté du travail*, contre le projet d'*assurances sociales*, pour l'abrogation de la loi sur la *spéculation illicite*, contre l'impôt sur les *bénéfices de guerre* ;

Campagne contre le *Bureau International du Travail*, menée avec un ensemble parfait par la presse patronale ou stipendiée, afin de donner leur plein rendement aux manœuvres de M. Pinot à la conférence du travail de Genève contre l'extension de la loi de huit heures aux travailleurs agricoles.

On pourrait continuer cette énumération. Il n'est pas jusqu'au rétablissement de l'*heure d'été* qui ne prouve jusqu'à l'évidence que la plupart des campagnes de presse et des initiatives parlementaires sont inspirées par les comités de la rue de Madrid, grâce auxquels la France est aujourd'hui le pays le plus réactionnaire du monde.

Mais c'est surtout dans notre politique étrangère que la servitude du gouvernement vis-à-vis des Rois du Fer se manifeste de la façon la plus incroyablement.

L'Impérialisme du Comité des Forges

La France est riche en minerais de fer, mais l'avenir de sa sidérurgie est lié à la sécurité de son approvisionnement en coke métallurgique. Aussi dès 1917 nos métallurgistes par la voix de M. Robert Pinot exigeaient en même temps que la reprise de l'Alsace-Lorraine celle du bassin de la Sarre, dont l'excédent en combustible compense une partie du déficit lorrain. Après la guerre, le contrôle des industries sarroises et lorraines a été acquis par les aciéries et les forges françaises de *Pompey*, de *Creil*, d'*Alais*, de *St-Chamond*, de *Michéville* et dans les conseils d'administration MM. Schneider, Renault, Peugeot, Japy, Richmond, Théodore Laurent, ont pris purement et simplement la place des Röchling, des Thyssen, et des puissants seigneurs de la *Gelsenkirchen* et de la *Dillinger-Hüttenwerke*.

Des expériences et des recherches sont poussées activement en vue de la fabrication du coke métallurgique avec le charbon sarrois, le coke étant le principal élément de la fabrication de la fonte française. Mais, en attendant, le coke métallurgique dont notre industrie a besoin ne peut provenir que de l'Angleterre et de la Ruhr. LA RUHR, comme gage des réparations, n'est qu'un attrape-nigauds à l'usage du public le plus jobard de l'Europe. *L'occupation de la Ruhr*, disent les porte-parole du patronat, *n'a d'intérêt pour nous que si nous sommes résolus à ravir à l'Allemagne la suprématie métallurgique* ; il faut qu'elle soit un moyen de paralyser l'industrie allemande et de nous assurer la puissance du fer.

« Maîtres de la Ruhr, dit l'*Usine*, nous pourrions discuter d'égal à égal avec les exportateurs anglais et leur imposer à notre tour nos conditions. » Ainsi, l'opération westphalienne, dont le pays assumera les frais et les risques, a pour objet de tuer, au profit de quelques gros industriels, la métallurgie allemande et de ravir à l'Angleterre ce qui lui reste de son ancien monopole comme fournisseur de charbon.

On poursuit activement, dans les sphères gouvernementales, la mise au point des méthodes d'occupation et d'organisation de la Ruhr. Comme en 1921, on a décidé l'établissement d'une taxe sur le charbon extrait sous notre contrôle ; quant à la direction technique de la « colonie », elle serait remise à une haute commission où figurent M. Taffanel, directeur des Forges de Châtillon-Commentry ; M. Dhomme, directeur des Aciéries de Saint-Chamond ; M. Ader, ancien directeur des bureaux des charbons. Jamais le Comité des Forges n'aura reçu de plus royal cadeau.

Ce sont encore les comités de la rue de Madrid, qui ont exigé le transfert de 85 % des industries silésiennes à la Pologne, où ils possèdent les deux tiers des valeurs minières ou métallurgiques. Ce sont eux qui dictent au gouvernement sa politique de pénétration et de répression dans les pays de l'*Europe centrale et orientale* : Pologne, Tchécoslovaquie, Autriche, Hongrie, Yougoslavie, Roumanie, où les entreprises minières, métallurgiques, électriques, ferroviaires, commerciales, bancaires, passent l'une après l'autre sous leur contrôle.

Le seul Creusot possède toute une partie des usines Skoda — le Creusot autrichien — des forges de Huta-Bankowa, de la Société polonaise de Matériel de guerre, des Chemins de fer orientaux,

de la Société franco-roumaine de Matériel de chemins de fer, des Chantiers de Reval, des Usines Poutiloff, etc. En outre, ce formidable consortium pousse ses tentacules en Belgique, au Maroc, en Algérie, au Chili. Il s'intéresse, dit l'*Usine*, au développement de notre empire colonial !

Vous croyez sans doute, en toute candeur, que M. Charles Laurent est à Berlin l'ambassadeur de la République française ? Quelle erreur ! M. Charles Laurent, ancien président de l'Union des Industries métallurgiques et minières, administrateur des Chemins de fer d'Orléans, président du Conseil d'administration de la Banque des Pays du Nord, administrateur de la Compagnie de Suez et président de la Thomson-Houston (au capital de 200 millions de francs) et, par conséquent, digne partenaire de Stinnes et de Rathenau, représente à Berlin les syndicats de la rue de Madrid, et il a confié lui-même à un rédacteur du *Matin* que l'objet essentiel de sa mission était d'arranger un accommodement entre industriels français et industriels allemands sur la question du charbon.

Les Métallurgistes à Gênes

Au nom de la civilisation et du sacro-saint principe de la *propriété*, nos diplomates ont affirmé à Gênes l'intangibilité des intérêts de nos métallurgistes et de nos pétroliers. Par compensation, et au nom du même principe, ils ont sacrifié les milliers de *notres* porteurs de fonds russes dont le droit de propriété ne saurait être aussi éminent que celui de M. Schneider.

La rue de Madrid a une politique du charbon, mais elle a aussi politique du pétrole. En 1919, et pendant le premier semestre de 1920, de nombreux métallurgistes, à court de charbon, envisageaient le remplacement partiel de la houille par le mazout.

Autre lien : l'Union Parisienne, qui est en France la banque de la Royal Dutch, est en partie aux mains des Schneider. Quant à la Banque de Paris et des Pays-Bas, elle représente les intérêts de la Standard Oil en même temps que ceux des Aciéries de la Marine et de la Société de Construction Batignolles-Châtillon.

La défense intransigeante du droit de propriété n'avait pas seulement pour but d'empêcher l'éviction, d'ailleurs abusive, des anciens propriétaires français ou belges au profit de la Dutch-Shell, mais aussi et surtout de sauvegarder les droits des métallurgistes français sur leurs nombreuses entreprises aujourd'hui nationalisées : *Usines de Briansk, Société Industrielle et Métallurgique du Caucase, Forges et Aciéries du Donetz, Société Minière d'Elkaterinovka, Entreprise Franco-Russe de Produits chimiques et d'Explosifs, Matériel de Chemins de fer du Haut-Volga, Industrie Houillère de la Russie méridionale, Mines de fer de Krivoroq, Société Russe de Construction de locomotives et mécaniques, Production de Naphte Lianosoff et fils, Industrie houillère et métallurgique dans le Donetz, Usines Maltzoff, Société Russe « Le Naphte », Société métallurgique Oural-Volga, Société industrielle du Platine, Société Métallurgique Russo-Belge, Sels Gemmes et Houilles de la Russie méridionale, Métallurgique de Taganrog, Naphte Ter-Akopof, Cartoucheries de Toulou, Usines Stoll, Usines Franco-Russes, etc., etc.*

Le Comité des Forges ne saurait perdre de vue ces possessions lointaines, dont il espère de beaux profits, le jour où un gouvernement réactionnaire — ou même menchevik — proclamerait la dénationalisation de l'industrie russe.

Nous n'avons pas à rechercher si les propriétaires français de ces usines russes ont eu tort de s'obstiner à réclamer la restitution *réelle* de leurs biens ou s'ils auraient mieux agi en acceptant des compensations et des indemnités. Bornons-nous à rappeler que ces intéressantes victimes de la Révolution ont formé, en 1920, un syndicat dénommé : *Société Commerciale, Industrielle et Financière pour la Russie*, au capital de 25 millions de francs. Parmi les administrateurs, on relève les noms de M. *Grüner*, du Comité des Houillères, administrateur et directeur général de *Nord-Hog*, de *Poutilof* ; de l'inévitable *Noulens* et de M. *de Chevilly*.

C'est évidemment par un hasard providentiel que M. le comte d'Humilly de Chevilly, que l'on retrouve aussi au Trust franco-belge du Pétrole, faisait partie de la délégation française à la Conférence de Gênes.

Ce qui ressort de cet exposé, c'est la dépendance

absolue du gouvernement français vis-à-vis des Rois du fer.

Moderer la production pour supprimer la concurrence, donner toute licence au patronat d'exploiter le travailleur et le consommateur et de se servir de l'Etat, c'est la politique de la rue de Madrid, c'est aussi la politique intérieure de notre gouvernement. Notre politique extérieure est à la remorque de la politique du charbon et de la volonté d'expansion du Comité des Forges.

Derrière le Bloc National : la Rue de Madrid !

Dans la Sarre, la Ruhr, la Haute-Silésie, en Pologne, en Russie : partout la rue de Madrid ! Partout et toujours le gouvernement occulte, maître de notre sort, de notre avenir, maître de la guerre et de la paix ! Partout et toujours le Moloch d'acier vers qui fume le sang de quinze cent mille morts !

A. KER.

La Semaine Internationale

De Paris à la Haye

Il a été loisible à M. Poincaré de saboter la Conférence de Gênes ; encore qu'il ait répondu à l'ancien ministre clemenciste, M. Favre, qu'il n'avait rien tenté contre le succès de cette tentative de pacification européenne il n'en est pas moins vrai que le Quai d'Orsay et ses agents ont manifesté de toute façon leur volonté de faire échec à la réconciliation de l'Europe avec la Russie. En voici une preuve entre mille. Alors que la Conférence de Gênes n'en était encore qu'à ses débuts, et que le gouvernement français ne pouvait savoir — s'il avait eu la moindre sincérité — s'il n'allait pas reconnaître les Soviets comme gouvernement *de fait*, M. Picot qui représente la France à Sofia, exprimait dans un discours public l'espoir que « la Russie se débarrasserait bientôt des brigands qui la gouvernent malgré elle ». Il faudrait être totalement ignorant des mœurs diplomatiques pour supposer qu'un personnage d'une telle importance officielle ait prononcé publiquement des paroles aussi insultantes s'il n'avait pas été prévenu que, quel que soit le développement de la Conférence de Gênes, M. Barthou trouverait une échappatoire pour éviter la reprise des relations avec la Russie. Les tractations entre M. Poincaré et les représentants de la *Standard Oil* ont complété la patiente manœuvre poursuivie par l'Homme de la Guerre contre la paix européenne.

Averti par l'expérience, M. Lloyd George n'a pas voulu laisser à M. Poincaré liberté de manœuvre autour du 31 mai. M. Bradbury représentant de l'Angleterre à la Commission des

Réparations a pris l'initiative d'un projet d'accord entre la Commission des Réparations et l'Allemagne. Ce projet accepté par M. Hermès, le ministre des Finances du Reich, accepté avec quelques réserves par le gouvernement du Reich va servir de base à des discussions qui enlèveront tout prétexte à l'envahissement de la Ruhr par l'armée française. Il est en outre certain que le Comité de banquiers réuni par la Commission des Réparations, ainsi que la délégation des banquiers américains ont fait comprendre au gouvernement français qu'ils n'avaient aucune sympathie pour les opérations militaires. Or, la banque américaine a sur la France — et sur les politiciens français — de telles créances qu'il ne leur est pas possible de transgresser les ordres de leur suzeraine. On ne voit pas même et surtout M. André Tardieu en révolte contre M. Pierpont Morgan.

La finance internationale pour l'instant veut la paix. Elle n'a pas permis, elle ne permettra pas à M. Poincaré de faire la guerre. Mais quand elle abordera la partie positive de son travail, quand elle voudra rétablir le marché économique mondial, elle se heurtera à des difficultés formidables. La première sera l'effroyable trou aux dimensions astronomiques creusé par la guerre dans l'économie capitaliste. La seconde sera le désordre, le manque de cohésion, d'entente et d'intelligence chez beaucoup des dirigeants européens et particulièrement chez les dirigeants français. Car il suffit de lire la presse inspirée pour se rendre compte que le Bloc National n'a pas renoncé à la moindre de ses billevesées.

Il a pourtant été battu à Gênes. Chaque jour

en apporte une preuve nouvelle. A peine les derniers trains de délégués avaient-ils quitté l'Italie que M. Schanzer signait un traité avec la Russie. M. Lloyd George à son arrivée à Londres a pris la parole pour signifier que l'entente avec la Russie lui paraissait indispensable et que les droits et les revendications de la Révolution Russe étaient les mêmes que ceux de la Révolution française. Il n'y a guère eu pour essayer d'argumenter contre lui que le *Journal des Débats* qui pour démontrer que la Révolution française avait respecté la propriété individuelle a invoqué... le milliard des émigrés, distribué par la Restauration. L'anonyme rédacteur de cette fantaisie n'a même pas pensé que le vieux journal où il écrivait avait été un adversaire de cette mesure. Mais les directeurs de conscience de la bourgeoisie française ne savent pas l'histoire.

En revanche, leur chef et leur maître M. Poincaré connaît la chicane. Il en use. Rien ne le décourage. Il a vu à Gênes la Tchéco-Slovaquie et la Pologne commencer à secouer le joug de la protection française. Il n'a plus comme alliés que la Belgique de M. Theunis et du baron Empain, la Roumanie de M. Brătianu et la *Standard Oil*. J'oubliais lord Northcliffe et sa presse. Les subordonnés de M. Poincaré au Quai d'Orsay qui réfléchissent — il y en a quelques-uns — sont effrayés par l'isolement de la France. L'ancien ami d'Iskovski continue à faire manœuvrer ses pions avec la patience du joueur d'échecs qui en 1912 préparait 1914. En ce temps-là, il servait dans les Balkans la politique des Tsars. Actuellement il sert au Caucase la politique des rois américains du pétrole. En 1916, Nicolas II allait faire la paix séparée. Le jour où la *Standard Oil* aura trouvé un terrain d'entente avec la *Royal Dutch* elle entraînera le gouvernement de Washington à la reconnaissance des Soviets. Ce jour-là M. Poincaré et M. Jaspar pourront inviter M. Brătianu à les entendre disserter de « l'inviolable propriété privée, base de la civilisation ». Le ministre roumain les approuvera en songeant à la Bessarabie qu'il a volée. Mais il sera seul.

Ces perspectives d'avenir dépassent la pensée de M. Poincaré. Sa préoccupation actuelle après son échec de Gênes et son échec de Paris à la Commission des Réparations est de faire échouer la Conférence de La Haye. De New-York à Paris en passant par Londres la presse des pétroliers américains, de lord Northcliffe et du Bloc National chante la même mélodie bien orchestrée : « L'Amérique n'ira à La Haye que lorsque les Russes auront renoncé au communisme... L'Angleterre devrait l'imiter, la France l'imitera sûrement. »

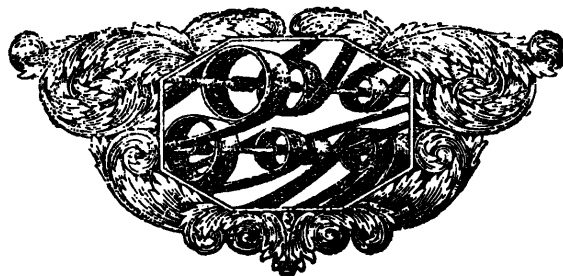
M. Lloyd George ayant déclaré que la Con-

férence de La Haye devrait pour établir une paix stable établir les frontières de l'Europe Orientale, les journaux de la bourgeoisie française jettent feu et flammes en faveur du pan-polonisme et du panroumanisme. Ils réunissent dans une même haine l'Allemagne et la Russie. Mais comme ils sentent que de gré ou de force il faut renoncer à envahir la Ruhr, comme ils savent que le grand bluff du 31 mai va s'écrouler lamentablement, ils reportent toutes leurs forces hostiles vers la Russie. Ils sont soutenus financièrement par plusieurs groupes dont le plus important est celui des *céréalistes* de l'Amérique du Sud qui ne craignent rien tant que le relèvement agricole de la Russie.

Poussée par l'intérêt des uns, la sottise des autres et la sienne, M. Poincaré s'en va vers un troisième échec retentissant. Qu'il aille à La Haye ou qu'il n'y aille point, la prochaine Conférence achèvera l'œuvre de Gênes, la Russie sera reconnue universellement. Le « pays le plus réactionnaire du monde » mesurera ce qu'il en coûte d'écouter M. Jacques Bainville qui en 1916 au cours d'un voyage en Russie voyait le Tsar plus solidement assis que jamais sur le trône de ses pères et en 1918 annonçait la chute prochaine des Soviets sous les coups des insurgés tchéco-slovaques.

Mais, à tout prendre, les communistes auraient tort de se plaindre. La méthode pacifiste de M. Lloyd George pourrait raffistoler pour quelque temps la machine capitaliste. Le destin de la Révolution exigeait pour avancer son heure l'existence d'un pays qui paralyserait toutes les tentatives de l'empirisme capitaliste. C'est la France qui joue ce rôle. Celui des communistes français pourrait être d'une importance capitale s'ils étaient unanimes à comprendre que le sort de la Révolution se joue sur un plan international et qu'aux manœuvres mondiales du capitalisme, l'Internationale révolutionnaire doit opposer une stratégie de la même étendue. C'est le meilleur enseignement que puisse donner l'étude de la politique internationale.

Robert PELLETIER.



Un Manifeste Communiste en 1874

Je le connaissais depuis longtemps, ce manifeste « aux communeux » lancé de Londres, en juin 1874, par un groupe de proscrits blanquistes ; je l'avais lu pour la première fois, il y a près de vingt ans dans *l'Inévitable Révolution*, un livre que notre vieil ami Frédéric Stackelberg a signé modestement *Un Proscrit* (1).

Plus d'une fois, j'ai eu l'intention soit de le reproduire en entier, soit de l'analyser en un article accompagné d'extraits dans le *Bulletin Communiste*, qui a déjà exhumé l'an passé cet autre monument solide qu'est l'*Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs*.

Mais réclamé sans trêve par des tâches plus urgentes, je n'avais pu réaliser encore mon dessein et celui-ci était demeuré en l'air, quand, l'autre vendredi, ouvrant la *Vie Ouvrière* (dont le numéro, consacré en partie à la Commune, était en vérité un très bon numéro), je tombai inopinément sur deux extraits du manifeste de 1874.

Ainsi, un camarade, à la *Vie Ouvrière*, le connaissait aussi, ce manifeste ! D'autres camarades qui lurent les deux extraits se montrèrent frappés de leur force expressive. Cachin m'en ayant parlé, je lui répondis : « Attends un peu, et tu liras le manifeste tout entier. »

Le voici, en effet, dans toute sa teneur. Il n'était pas admissible qu'un document de cette valeur restât plus longtemps ignoré des générations nouvelles — trop enclines, il faut bien le dire (et ce n'est pas de ma part un reproche !), à croire que le communisme est né avec la 3^e Internationale, et qu'il convient, au contraire, d'initier à l'idée que le communisme n'est, après tout, autre chose que la *réhabilitation* du communisme de toujours, du communisme qui fut celui de Marx comme il fut celui de Blanqui. Car la 3^e Internationale n'a doctrinalement rien *inventé* — et d'ailleurs elle n'y prétend guère. Elle n'a fait que *revenir* aux sources profondes de la doctrine, de la tactique et de l'action communistes. Nos adversaires du parti dissident, qui se réclament, avec une monotonie fatigante de la « tradition socialiste », qui se targuent de représenter « le socialisme qui continue », s'abusent et voudraient bien nous abuser. Ils représentent le socialisme dévoyé. La tradition dont ils se revendiquent, c'est celle de la lettre, et non celle de l'esprit. Ils sont l'opportunisme parlementaire ; ils sont le réformisme petit-bourgeois, impuissant et ridicule. Et nous, révolutionnaires, nous sommes dans la tradition vivante, nous sommes dans la vérité.

Le manifeste qu'on va lire porte la date de juin 1874. Il fut rédigé par un groupe de blanquistes français échappés aux rigueurs de la ré-

pression versaillaise et réfugiés en Angleterre. Leurs noms sont au bas du manifeste : presque tous sont aujourd'hui oubliés. Il faut être fort au courant du détail de l'histoire socialiste pour que les noms de Breuilié, Cournet, Emile Eudes, Gois, Albert Goullé, Ernest Granger, Constant Martin, Viard, vous disent quelque chose. Un seul est devenu célèbre : celui d'Edouard Vaillant. Il n'est guère douteux que Vaillant n'ait pris une part prépondérante à la rédaction du manifeste. De tous ses coreligionnaires blanquistes, l'ancien délégué à l'instruction publique sous la Commune était presque certainement le seul, en 1874, à posséder la connaissance réelle du « socialisme scientifique » élaboré par Marx et par Engels, que suppose le manifeste. Dès son arrivée sur la terre d'exil, en effet, Edouard Vaillant avait été, au témoignage de Charles Longuet (corroborant un témoignage d'Engels) « profondément influencé par la lecture du *Capital* et aussi par ses relations personnelles avec Marx ».

Cette connaissance approfondie des théories scientifiques du marxisme se décèle à tout instant au cours du manifeste. La partie consacrée à la justification du communisme est d'une orthodoxie marxiste presque impeccable.

Quelques mots sur ce groupe des blanquistes de Londres. Il était composé de blanquistes d'ancienne date, comme Eudes, Granger, Constant Martin, et de blanquistes d'initiation plus récente, comme Vaillant (ancien proudhonien) et Frédéric Cournet, ancien collaborateur du vieux jacobin Delescluze. Lorsque ces hommes arrivèrent à Londres, ils furent reçus à bras ouverts par Marx et par le conseil général de l'Internationale, qui venaient de lancer, comme un *gloria victis* sublime, l'adresse fameuse intitulée la *Guerre Civile en France*. Plusieurs blanquistes (Vaillant, Antoine Arnaud, Constant Martin, Rauvin) entrèrent même dans le conseil général de la grande Association.

L'entente ne fut d'ailleurs que de courte durée. Les blanquistes étaient, en effet, des révolutionnaires plus tentés par l'action immédiate, inséparable pour eux de la violence, que préoccupés des questions d'organisation ouvrière. Au congrès de La Haye (le dernier de l'Internationale, septembre 1872), s'ils se ligèrent avec les marxistes contre les fédéralistes (Bakounine et James Guillaume, qui furent exclus), ils s'en séparèrent ensuite, lorsque le transfert du conseil général en Amérique eut aboli en eux l'espoir un moment conçu de s'emparer de l'Internationale et de la transformer en une association purement révolutionnaire.

Vaillant, dans son discours, avait déclaré « qu'il faut couvrir les classes possédantes sous la dictature du prolétariat », et, dans une proposition contresignée par ses amis et que le congrès repoussa, il avait émis cette maxime : « Si la grève

(1) Il a été également reproduit dans le *Socialisme en France depuis 1871*, de M. Alexandre Zévaco, — que son indigence n'empêche pas d'avoir écrit un ouvrage utile.

est un moyen d'action révolutionnaire, la barricade en est un autre, et le plus puissant de tous. »

En quittant l'Internationale, à cause de son insuffisance révolutionnaire, les blanquistes ne manquèrent pas de publier leurs raisons. Ils le firent dans le manifeste *Internationale et Révolution*. Ils y reprochaient à l'Internationale d'être fort au-dessous de l'opinion que la bourgeoisie avait d'elle, d'être « timide, divisée, parlementaire » et, faute d'avoir osé être « l'organisation insurrectionnelle permanente du prolétariat », d'être devenue « un trompe-l'œil, un dérivatif funeste du mouvement. »

Et les blanquistes d'annoncer en terminant leur intention arrêtée de « reconstituer le parti révolutionnaire, d'organiser la revanche et de préparer la lutte nouvelle et définitive. »

C'est seulement deux ans plus tard que les blanquistes donnent à nouveau signe de vie. Ils ont maintenant un groupe : la *Commune révolutionnaire* ; ils ont une doctrine (j'ai indiqué plus haut et on reconnaîtra tout à l'heure tout ce qu'elle devait au marxisme). Au milieu de l'année 1874, les événements de France, dont ils surveillaient activement le cours, leur paraissant prendre une plus favorable tournure (le premier ministre Broglie venait de se retirer), il leur parut que l'heure était venue « pour tout ce qui avait vie dans la proscription de s'affirmer, de se déclarer » et de s'unir aux « communeux » restés en France pour obtenir l'amnistie et pour « préparer la revanche ».

Leur « affirmation », ils la formulèrent dans le manifeste qu'on va lire. L'importance de ce document est, à mes yeux, capitale.

La proscription de 1871 a été, en général, politiquement peu active. Les pros crits se sont répandus par le monde, et là où ils se sont rencontrés et groupés, ils l'ont rarement fait dans un dessein avoué de combat politique, d'action révolutionnaire.

La *Commune révolutionnaire* de Londres pourrait bien avoir été le seul groupe de pros crits qui se soit ouvertement proposé de reconstituer en France le parti de la Révolution sociale — « le parti de la Commune » — et de prendre sur la bourgeoisie triomphante la revanche de la défaite de Mai.

Mais le manifeste a un autre mérite, plus grand encore. Il est le plus ancien document du socialisme français où les idées marxistes aient imprimé leur sceau. Il marque véritablement une date historique, et quelle date !... Celle de l'introduction en France des théories de Marx, des théories incluses dans la *Misère de la Philosophie*, le *Manifeste communiste* et le *Capital*.

J'avais longtemps pensé que Guesde, Lafargue (surtout Lafargue) et quelque peu aussi Benoît Malon étaient les vrais « courriers » de Marx dans notre France petite-bourgeoise et paysanne, et que l'événement s'était produit entre la fin de 1877 (fondation de la première *Egalité*) et le milieu de 1880 (adoption par le congrès ouvrier du Centre du premier programme minimum). Sans vouloir diminuer en rien l'honneur de Guesde, de Lafargue et de Malon, on peut bien dire qu'ils ont eu des précurseurs dans la personne des hommes de

la Commune révolutionnaire et notamment du plus remarquable, du plus marxiste d'entre eux : Édouard Vaillant (1).

Amédée DUNOIS.

Aux Communeux,

Acta, non verba. (Amilcare Cipriani.)

Après trois ans de compression, de massacres, la réaction voit la terreur cesser d'être entre ses mains affaiblies un moyen de gouvernement.

Après trois ans de pouvoir absolu, les vainqueurs de la Commune voient la nation, reprenant peu à peu vie et conscience, échapper à leur étreinte.

Unis contre la Révolution, mais divisés entre eux, ils usent par leurs violences et diminuent par leurs dissensions ce pouvoir de combat, seul espoir du maintien de leurs privilèges.

Dans une société où disparaissent chaque jour les conditions qui ont amené son empire, la bourgeoisie cherche en vain à le perpétuer ; rêvant l'œuvre impossible d'arrêter le cours du temps, elle veut immobiliser dans le présent, ou faire rétrograder dans le passé, une nation que la Révolution entraîne.

Les mandataires de cette bourgeoisie, cet état-major de la réaction installé à Versailles, semblent n'avoir d'autre mission que d'en manifester la déchéance par leur incapacité politique et d'en précipiter la chute par leur impuissance. Les uns appellent un roi, un empereur, les autres déguisent du nom de « République » la forme perfectionnée d'asservissement qu'ils veulent imposer au peuple.

Mais quelle que soit l'issue des tentatives versaillaises, monarchie ou République bourgeoise, le résultat sera le même : la chute de Versailles, la revanche de la Commune.

Car nous arrivons à l'un de ces grands moments historiques, à l'une de ces grandes crises où le peuple, alors qu'il paraît s'abîmer dans ses misères et s'arrêter dans la mort, reprend avec une vigueur nouvelle sa marche révolutionnaire.

La victoire ne sera pas le prix d'un seul jour de lutte, mais le combat va recommencer : les vainqueurs vont avoir à compter avec les vaincus.

Cette situation crée de nouveaux devoirs pour les pros crits. Devant la dissolution croissante des forces réactionnaires, devant la possibilité d'une action plus efficace, il ne suffit pas de maintenir l'intégrité de la proscription en la défendant contre les attaques policières, mais il s'agit d'unir nos efforts à ceux des communeux de France, pour délivrer ceux des nôtres tombés entre les mains de l'ennemi et préparer la revanche.

L'heure nous paraît donc venue pour ce qui a vie dans la proscription de s'affirmer, de se déclarer.

C'est ce que vient faire aujourd'hui le groupe : la *Commune Révolutionnaire*.

Car il est temps que ceux-là se reconnaissent, qui, athées, communistes, révolutionnaires, concevant de même la Révolution dans son but et ses moyens, veulent reprendre la lutte et, pour cette lutte décisive, reconstituer le Parti de la Révolution, le Parti de la Commune.

(1) Nous publierons prochainement un autre manifeste du groupe de la Commune révolutionnaire : *Les syndicaux et leur congrès*.

Nous sommes *athées*, parce que l'homme ne sera jamais libre tant qu'il n'aura pas chassé Dieu de son intelligence et de sa raison.

Produit de la vision de l'inconnu, créée par l'ignorance, exploitée par l'intrigue et subie par l'imbécillité, cette notion monstrueuse d'un être, d'un principe en dehors du monde et de l'homme, forme la trame de toutes les misères dans lesquelles s'est débattue l'humanité, et constitue l'obstacle principal à son affranchissement. Tant que la vision mystique de la divinité obscurcira le monde, l'homme ne pourra ni le connaître, ni le posséder ; au lieu de la science et du bonheur, il n'y trouvera que l'esclavage de la misère et de l'ignorance.

C'est en vertu de cette idée d'un être en dehors du monde et le gouvernant que se sont produites toutes les formes de servitude morale et sociale : religions, despotismes, propriété, classes, sous lesquelles gémit et saigne l'humanité.

Expulser Dieu du domaine de la connaissance, l'expulser de la société, est la loi pour l'homme s'il veut arriver à la science, s'il veut réaliser le but de la révolution.

Il faut nier cette erreur génératrice de toutes les autres, car c'est par elle que, depuis des siècles, l'homme est courbé, enchaîné, spolié, martyrisé.

Que la Commune débarrasse à jamais l'humanité de ce spectre de ses misères passées, de cette cause de ses misères présentes !

Dans la Commune, il n'y a pas de place pour le prêtre : toute manifestation, toute organisation religieuse doit être proscrite.

Nous sommes *Communistes*, parce que nous voulons que la terre, que les richesses naturelles ne soient plus appropriées par quelques-uns, mais qu'elles appartiennent à la communauté ; parce que nous voulons que, libres de toute oppression, maîtres enfin de tous les instruments de production : terre, fabriques, etc., les travailleurs fassent du monde un lieu de bien-être et non plus de misère.

Aujourd'hui, comme autrefois, la majorité des hommes est condamnée à travailler pour l'entretien de la jouissance d'un petit nombre de surveillants et de maîtres.

Expression dernière de toutes les formes de servitude, la domination bourgeoise a dégagé l'exploitation du travail des voiles mystiques qui l'obscurcissaient : gouvernements, religions, famille, lois, institutions du passé, comme du présent, se sont enfin montrés, dans cette société réduite aux termes simples de capitalistes et de salariés, comme les instruments d'oppression au moyen desquels la bourgeoisie maintient sa domination, contient le prolétariat.

Prélevant, pour augmenter ses richesses, tout le surplus du produit du travail, le capitaliste ne laisse au travailleur que juste ce qu'il lui faut pour ne pas mourir de faim.

Maintenu par la force dans cet enfer de la production capitaliste, de la propriété, il semble que le travailleur ne puisse rompre ses chaînes.

Mais le Prolétariat est enfin arrivé à prendre conscience de lui-même : il sait qu'il porte en lui les éléments de la société nouvelle, que sa délivrance sera le prix de sa victoire sur la bourgeoisie et que, cette classe anéantie, les classes seront abolies, le but de la Révolution atteint.

Nous sommes *Communistes*, parce que nous voulons arriver à ce but sans nous arrêter aux moyens termes, compromis qui, ajournant la victoire, sont un prolongement d'esclavage.

En détruisant la propriété individuelle, le Communisme fait tomber une à une toutes ces institutions dont la propriété est le pivot. Chassé de sa propriété, où avec sa famille, comme dans une forteresse, il tient garnison, le riche ne trouvera plus d'asile pour son égoïsme et ses privilèges.

Par l'anéantissement des classes, disparaîtront toutes les institutions oppressives de l'individu et du groupe dont la seule raison était le maintien de ces classes, l'asservissement du travailleur à ses maîtres.

L'instruction ouverte à tous donnera cette égalité intellectuelle sans laquelle l'égalité matérielle serait sans valeur.

Plus de salariés, de victimes de la misère, de l'insolidarité, de la concurrence, mais l'union de travailleurs égaux, répartissant le travail entre eux pour obtenir le plus grand développement de la communauté, la plus grande somme de bien-être pour chacun. Car chaque citoyen trouvera la plus grande liberté, la plus grande expansion de son individualité, dans la plus grande expansion de la Communauté.

Cet état sera le prix de la lutte et nous voulons cette lutte sans compromis ni trêve jusqu'à la destruction de la bourgeoisie, jusqu'au triomphe définitif.

Nous sommes *Communistes*, parce que le Communisme est la négation la plus radicale de la société que nous voulons renverser, l'affirmation la plus nette de la société que nous voulons fonder.

Parce que, doctrine de l'égalité sociale, elle est, plus que toute doctrine, la négation de la domination bourgeoise, l'affirmation de la Révolution. Parce que, dans son combat contre la bourgeoisie, le Prolétariat trouve dans le Communisme l'expression de ses intérêts, la règle de son action.

Nous sommes *Révolutionnaires*, autrement dit *Communeux*, parce que voulant la victoire, nous en voulons les moyens. Parce que, comprenant les conditions de la lutte et voulant les remplir, nous voulons la plus forte organisation de combat, la coalition des efforts, non leur dispersion, mais leur centralisation.

Nous sommes *révolutionnaires*, parce que, pour réaliser le but de la Révolution, nous voulons renverser par la force une société qui ne se maintient que par la force. Parce que nous savons que la faiblesse, comme la légalité, tue les révolutions, que l'énergie les sauve. Parce que nous reconnaissons qu'il faut conquérir le pouvoir politique que la bourgeoisie garde d'une façon jalouse, pour le maintien de ses privilèges. Parce que, dans une période révolutionnaire, où les institutions de la société actuelle devront être fauchées, la dictature du prolétariat devra être établie et maintenue jusqu'à ce que, dans le monde affranchi, il n'y ait plus que des citoyens égaux de la société nouvelle.

Mouvement vers un monde nouveau de justice et d'égalité, la Révolution porte en elle-même sa propre loi, et tout ce qui s'oppose à son triomphe doit être écrasé.

Nous sommes *révolutionnaires*, nous voulons la Commune, parce que nous voyons dans la Commune future, comme dans celles de 1793 et de 1871, non la tentative égoïste d'une ville, mais la Révolution triomphante dans le pays entier : la République communautaire. Car la Commune, c'est le Prolétariat révolutionnaire armé de la dictature, pour l'anéantissement des privilèges, l'écrasement de la bourgeoisie.

La Commune, c'est la forme militante de la Révolution sociale. C'est la Révolution debout, maîtresse de ses ennemis. La Commune, c'est la période révolutionnaire d'où sortira la société nouvelle.

La Commune, ne l'oublions pas non plus, nous qui avons reçu la charge de la mémoire et de la vengeance des assassinés, c'est aussi la revanche.

Dans la grande bataille, engagée entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre la société actuelle et la Révolution, es deux camps sont bien distincts : il n'y a de confusion possible que pour l'imbécillité ou la trahison.

D'un côté, tous les partis bourgeois : légitimistes, orléanistes, bonapartistes, républicains conservateurs ou radicaux ; de l'autre, le parti de la Commune, le parti de la Révolution, l'ancien monde contre le nouveau.

Déjà la vie a quitté plusieurs de ces formes du passé, et les variétés monarchistes se résolvent, en fin de compte, dans l'immonde bonapartisme.

Quant aux partis qui, sous le nom de République conservatrice ou radicale, voudraient immobiliser la société dans l'exploitation continue du peuple par la bourgeoisie, directement, sans intermédiaire royal, radicaux ou conservateurs, ils diffèrent plus par l'étiquette que par le contenu ; plutôt que des idées différentes, ils représentent les étapes que parcourra la bourgeoisie avant de rencontrer dans la victoire du peuple sa ruine définitive.

Feignant de croire à la duperie du suffrage universel, ils voudraient faire accepter au peuple ce mode d'escamotage périodique de la Révolution ; ils voudraient voir le parti de la Révolution entrant dans l'ordre légal de la société bourgeoise, par là même cesser d'être, et la minorité révolutionnaire abdiquer devant l'opinion moyenne et falsifiée de majorité soumises à toutes les influences de l'ignorance et du privilège.

Les radicaux seront les derniers défenseurs du monde bourgeois mourant ; autour d'eux seront ralliés tous les représentants du passé, pour livrer la lutte dernière contre la Révolution. La fin des radicaux sera la fin de la bourgeoisie.

A peine sortis des massacres de la Commune, rappelons à ceux qui seraient tentés de l'oublier que la gauche versaillaise, non moins que la droite, a commandé le massacre de Paris et que l'armée des massacreurs a reçu les félicitations des uns comme celles des autres. Versaillais de droite et Versaillais de gauche doivent être égaux devant la haine du peuple ; car contre lui, toujours, radicaux et jésuites sont d'accord.

Il ne peut donc y avoir d'erreur, et tout compromis, toute alliance avec les radicaux doivent être réputés trahison.

Plus près de nous, errant entre les deux camps, ou même égarés dans nos rangs, nous trouvons des hommes dont l'amitié, plus funeste que l'ennemi, ajournerait indéfiniment la victoire du peuple s'il suivait leurs conseils, s'il devenait dupe de leurs illusions.

Limitant plus ou moins les moyens de combat à ceux de la lutte économique, ils prêchent, à des degrés divers, l'abstention de la lutte armée, de la lutte politique.

Erigeant en théorie la désorganisation des forces populaires, ils semblent en face de la bourgeoisie armée, alors qu'il s'agit de concentrer les efforts pour un combat suprême, ne vouloir qu'organiser la défaite et livrer le peuple désarmé aux coups de ses ennemis. Ne comprenant que la Révolution est

la marche consciente et voulue de l'humanité vers le but que lui assignent son développement historique et sa nature, ils mettent les images de leur fantaisie au lieu de la réalité des choses et voudraient substituer au mouvement rapide de la Révolution les lenteurs d'une évolution dont ils se font les prophètes.

Amateurs de demi-mesures, fauteurs de compromis, ils perdent les victoires populaires qu'ils n'ont pu empêcher ; ils épargnent, sous prétexte de pitié, les vaincus ; ils défendent, sous prétexte d'équité, les institutions, les intérêts d'une société contre lesquels le peuple s'était levé.

Ils calomnient les révolutions quand ils ne peuvent plus les perdre.

Au lieu de l'effort révolutionnaire du peuple de Paris pour conquérir le pays entier à la République communautaire, ils voient dans la Révolution du 18 mars un soulèvement pour des franchises municipales.

Ils renient les actes de cette Révolution qu'ils n'ont pas comprise, pour ménager sans doute les nerfs d'une bourgeoisie dont ils savent si bien épargner la vie et les intérêts. Oubliant qu'une société ne périt que quand elle est frappée aussi bien dans ses monuments, ses symboles, que dans ses institutions et ses défenseurs, ils veulent décharger la Commune de la responsabilité de l'exécution des otages, de la responsabilité des incendies. Ils ignorent ou feignent d'ignorer que c'est par la volonté du peuple et de la Commune, unis jusqu'au dernier moment, qu'ont été frappés les otages, prêtres, gendarmes, bourgeois, et allumés les incendies.

Pour nous, nous revendiquons notre part de responsabilité dans ces actes justiciers qui ont frappé les ennemis du peuple, depuis Clément Thomas et Lecomte jusqu'aux dominicains d'Arcueil ; depuis Bonjean jusqu'aux gendarmes de la rue Haxo ; depuis Darboy jusqu'à Chaudey.

Nous revendiquons notre part de responsabilité dans ces incendies qui détruisaient des instruments d'oppression monarchique et bourgeoise ou protégeaient les combattants.

Comment pourrions-nous feindre la pitié pour les oppresseurs séculaires du Peuple, pour les complices de ces hommes qui depuis trois ans célèbrent leur triomphe par la fusillade, la transportation, l'écrasement de tous ceux des nôtres qui ont pu échapper au massacre immédiat !

Nous voyons encore ces assassinats sans fin, d'hommes, de femmes, d'enfants ; ces égorgements qui faisaient couler à flots le sang du Peuple dans les rues, les casernes, les squares, les hôpitaux, les maisons. Nous voyons les blessés ensévelis avec les morts ; nous voyons Versailles, Satory, les pontons, le bague, la Nouvelle-Calédonie. Nous voyons Paris, la France, courbés sous la terreur, l'écrasement continu, l'assassinat en permanence.

Communeux de France, proscriptions, unissons nos efforts contre l'ennemi commun ; que chacun, dans la mesure de ses forces, fasse son devoir !

Le Groupe : la Commune révolutionnaire :

Aberlen, Berton, Breuillé, Carné, Jean Clément, F. Cournet, Ch. Dacosta, Delle, A. Derouille, E. Endes, H. Gausseron, E. Gois, A. Goullé, E. Granger, A. Huguenot, E. Jouanin, Ledrux, Léonce, Luillier, P. Mallet, Marguerittes, Constant-Martin, A. Moreau, H. Mortier, A. Oldrini, Pichon, A. Poirier, Rysto, B. Sachs, Solignac, Ed. Vaillant, Varlet, Viard.

Londres, juin 1874.

Les Mencheviks, la Révolution Russe et la Révolution Mondiale

Les mencheviks se disent marxistes. Ils affirment n'avoir jamais pris les armes contre la Révolution, n'avoir à se reprocher aucun acte de terrorisme, n'avoir jamais préconisé l'intervention des puissances étrangères contre les bolcheviks.

Les mencheviks protestent avec âpreté contre les mesures de répression auxquelles pour défendre son existence a été contraint le gouvernement des Soviets. Dans les campagnes contre la Terreur rouge, les mencheviks sont en tête. De tous les autres contre-révolutionnaires, ils se distinguent par le raffinement de l'hypocrisie.

Avant la Révolution d'Octobre

Le parti menchevik était l'expression de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière. Avant octobre, les chefs du parti, ceux qui en exprimaient le mieux l'idéologie, étaient Tsetelli et Dan.

Aux premiers moments de la Révolution, les socialistes-révolutionnaires hésitaient à combattre les bolcheviks. Quand ils ont vu un parti se disant marxiste combattre l'idée même d'une Révolution prolétarienne, les socialistes-révolutionnaires se sont enhardis et en ont pris de plus en plus à leur aise.

Lors de la démonstration du 5 juillet, les mencheviks ont proposé de désarmer la garnison ouvrière de Pétrograd, suspecte de sympathies envers les bolcheviks.

Quand commença à être lancé le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets », les mencheviks ont proposé toutes sortes de mesures de répression contre ceux qui voulaient faire des Soviets l'appareil gouvernemental de la classe ouvrière devenue majeure.

Avec les socialistes-révolutionnaires, les mencheviks ont organisé l'état-major clandestin de Kerensky en vue de désarmer les troupes de Pétrograd favorables aux bolcheviks. Ils ont d'accord avec Kerensky fait venir du front les détachements qui ont arrêté de nombreux matelots de Cronstadt et de nombreux communistes. Deux mois après, d'ailleurs, ces détachements passaient aux bolcheviks.

Voïtiensky et Dan ont, avec le concours de deux socialistes (Goltz et un autre) dirigé la répression antibolcheviste décidée par le gouvernement Kerensky. Ils ont donné l'ordre aux sous-marins de couler les cuirassés bolcheviks venant à Pétrograd, en juillet 1917.

Parce que Tchernov, socialiste-révolutionnaire, avait été arrêté (il fut d'ailleurs relâché

quelques minutes après). Voïtiensky a dirigé les mitrailleuses contre 10.000 personnes entassées dans la cour du Palais de Tauride et a menacé de faire tirer sur la foule si Tchernov n'était pas immédiatement délivré.

Les mencheviks ont quitté le Congrès des Soviets pour défendre le régime Kerensky, pour aller mourir au Palais d'Hiver — disaient-ils —. Ils n'y sont pas allés, ils ne sont pas morts. De ce jour, ils ont travaillé sournoisement contre la Révolution.

Après Octobre

Le 3 novembre 1917, la Conférence mencheviste a déclaré qu'aucun arrangement avec les usurpateurs bolcheviks n'était possible. Les mencheviks ont soutenu le sabotage du nouveau régime par les fonctionnaires. Partout en province, la coalition des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires marche contre la Révolution bolchevique.

A propos de tous les mouvements contre-révolutionnaires : mouvement de Kaledine, mouvements de l'Oural, de la Rada, de Kiev, les mencheviks se solidarisent avec les socialistes-révolutionnaires et prétendent qu'il s'agit de légitimes protestations. De même lors des événements de Samara, de Saratov, de Kiev.

Révolte Théco-Slovaque

Dans cette affaire des prisonniers tchéco-slovaques dressés contre la Révolution, les socialistes sont les principaux coupables.

Mais quand Maïski, membre du Comité central menchevik (passé après trois ans de lutte au parti communiste), entra dans le gouvernement contre-révolutionnaire d'alors, il fut soutenu par tout son parti.

Après que 1.000 ouvriers furent tués par la contre-révolution dans les usines de Samara, la gazette mencheviste de Saratov disait que c'était une légitime répression.

A Kazan, les menchevistes marchent d'accord avec les socialistes-révolutionnaires. A l'approche de l'armée rouge, une insurrection ouvrière éclate et cherche à joindre les troupes bolchevistes. Cette insurrection, après son insuccès, fut suivie d'exécutions en masses ordonnées par menchevistes et socialistes-révolutionnaires. La proclamation du Comité mencheviste de Kazan dit :

« Les ouvriers, en s'unissant aux soldats, oubliant leur devoir, ont formé une bande d'embusqués, etc... ; mais le pouvoir a assez de force pour anéantir les traîtres. »

L'éditorial de la *Cause Ouvrière*, journal mencheviste de Kazan, dit : « Une chose maudite s'est accomplie, etc... Les fils indignes de la classe ouvrière ont mis une tache sur le vieux drapeau prolétarien. »

Quand l'armée rouge reprit l'offensive, tous les Comités mencheviks furent mobilisés dans l'armée blanche.

La *Cause Ouvrière* de Kazan annonce alors que toutes les forces morales et physiques du parti sont mises au service de la Constituante et du pouvoir militaire pour être utilisées contre les ennemis du pays (les bolcheviks). L'article se termine par un appel adressé aux membres du parti et leur demandant de suggérer les formes dans lesquelles un secours efficace peut être donné aux Blancs.

Des événements analogues se produisirent à Oufa, à Perm et dans beaucoup d'autres villes.

Dans bien des localités, avant de battre en retraite, les mencheviks jetèrent des grenades dans les maisons où se trouvaient emprisonnés des communistes.

En Sibérie Orientale, le docteur Vandenberg, menchevik, fait alliance avec les socialistes-révolutionnaires. Un autre menchevik glorifie l'armée Koltchak.

Sous Dénikine

En Ukraine, les menchevistes attisent le différend entre la Rada et les Rouges ; ils disent : les coupables sont à Moscou.

Puis la Révolution étant victorieuse, les menchevistes se tiennent cois.

Quand la Rada revient dans les fourgons de l'armée allemande, les menchevistes félicitent la force qui les a délivrés des oppresseurs bolcheviques.

Dans la Rada, les mencheviks font une opposition légale bien sage et freinent la lutte contre la dictature militaire allemande.

Peu à peu, les syndicats, influencés par les mencheviks deviennent des organes de l'Etat bourgeois. Et ce sont les mêmes mencheviks qui parlent d'autonomie syndicale et critiquent les syndicats quand ils marchent en accord avec l'Etat ouvrier.

Puis vient Denikine.

A Kiew, les mencheviks acceptent d'entrer dans la municipalité nommée par le général monarchiste Bredof.

L'Union des Syndicats (mencheviste) se tient en contact permanent avec le gouvernement de Denikine. A deux reprises, les syndicats ont reçu des subsides provenant des emprunts consentis par les puissances capitalistes à Denikine.

Lorsque les ouvriers se mirent en grève, à l'arsenal de Kiew, c'est grâce aux mencheviks que le travail reprit et que la discipline fut rétablie.

Par contre, à Toula, les mencheviks sabo-

tent par une grève industrielle fomentée par eux, la défense révolutionnaire des Soviets. C'est par les mencheviks mis en sursis comme travaillant à la défense de la Révolution que furent établis les contacts politiques avec les organisations contre-révolutionnaires comme l'Union pour la régénération de la Russie.

Quand la Terreur blanche sévissait contre les ouvriers et quelques petits bourgeois, quand les maisons étaient pillées par les officiers Blancs, les mencheviks se taisaient. Dans le même temps, ils lançaient des appels contre la Russie soviétiste. Semkovski, ami de Martov, Balabanof, Romanof à Pétrograd, bien d'autres encore avaient un peu partout des attitudes analogues.

Quand Denikine institue une commission spéciale des syndicats professionnels, la majorité mencheviste se prononce pour en faire partie.

Les mencheviks prirent part aux élections de la classe ouvrière, le pouvoir de l'armée de Denikine est plus favorable que le pouvoir des Soviets. »

Les mencheviks prirent part aux élections de la Douma où, d'ailleurs, ils furent battus.

A Kharkof, les mencheviks déclarent que contrairement au pouvoir bolchevik, le pouvoir de Denikine est démocratique.

A Odessa, le journal mencheviste glorifie l'armée volontaire « parce qu'elle soutient l'ordre bourgeois qui correspond au degré de développement économique atteint par la Russie ».

Dans le Bulletin militaire de ce journal, les gains de Denikine sont présentés comme un bien pour le prolétariat.

En Crimée, Soulkevitch, général monarchiste allemand, n'a jamais touché aux mencheviks. Dans une conférence mencheviste de Crimée, l'organisation locale de leur parti se prononce pour la lutte armée et pour l'intervention étrangère contre les Soviets. Des protestations ouvrières s'étant produites, une conférence pan-ukrainienne fut réunie qui refusa de prononcer l'exclusion des mencheviks contre-révolutionnaires.

L'année suivante, le gouvernement de Crimée était présidé par un cadet. Leur conduite fut hésitante, parce que la lutte devenait incertaine. Quand les Soviets s'installaient dans une localité, les mencheviks entraient dans le Comité révolutionnaire local ; quand les Soviets parlaient, ils entraient dans le Comité contre-révolutionnaire.

On a trouvé à ce moment des mencheviks de Crimée pour blâmer la Conférence de Lucerne d'avoir protesté contre l'intervention.

Denikine battu, la Crimée restait sous la domination du général « blanc » Slatchof. Ce dernier conclut un compromis avec les mencheviks, sous condition que ceux-ci lui garantiraient la tranquillité jusqu'au mois de mars. Les mencheviks acceptèrent ce compromis et permirent ainsi l'organisation du front Wrangel.

Alors les ouvriers indignés passèrent en masse dans le parti communiste.

A Arkhangel, les mencheviks ont soutenu l'intervention anglaise.

En Géorgie, en Azerbaïdjan, au Caucase, les gouvernements menchevistes s'appuyèrent sur le capital étranger.

En Russie centrale, opère la droite activiste du parti menchevik.

Le frère de Martov s'exprime en faveur de la lutte armée et de l'intervention contre les Soviets.

Il garde un contact étroit avec un ancien membre du Comité central menchevik — lequel fut arrêté dans l'appartement d'un espion de Youdenitch, condamné à cinq ans de prison et libéré au bout d'un an.

L'Œuvre Menchevik

Dans l'action contre-révolutionnaire, en général, les socialistes-révolutionnaires commencent et les mencheviks suivent.

En Russie, les mencheviks tentent d'opposer aux Soviets d'autres délégations aussi prolétariennes. En 1918, à Pétrograd, ils cherchent à créer des Soviets dissidents, sous le nom de « Conseils de délégués des fabriques et des usines ». Ils ont tenté d'agir de même à Moscou.

Ils cherchent à créer une organisation pan-russe pour abattre la Révolution.

Sous la monarchie, les mencheviks dans la grève disaient : « Il faut sacrifier l'intérêt de classe à l'intérêt général ». Contre les Soviets, ils tentent de préparer la grève générale.

Les mencheviks qui protestent contre la Terreur rouge n'ont jamais protesté contre la Terreur blanche.

Dans l'été 1918 : Martov publie des articles contre la peine de mort appliquée à nouveau par les bolcheviks, mais en même temps il proclame le droit à l'insurrection de toutes les classes sociales.

Il y a peu de mois, dans un journal de Berlin, le *Courrier Socialiste*, Martov polémiquait amicalement avec Axelrod sur le droit à l'insurrection antibolchevik, et Martov, à cette question, répond : « Oui. »

Quand on rappelle ces choses, les mencheviks disent : « Ce sont des mensonges de Stieklouf ».

Mais de nombreux documents menchevistes prouvent que partout : dans la région du Don, dans l'Oural, sur la Volga, les mencheviks soutiennent l'alliance avec la bourgeoisie et luttent pour la séparation d'avec la Russie soviétique.

En avril 1919 eut lieu une Conférence pan-ukrainienne mencheviste.

La résolution spéciale prise sur la situation du parti reconnaît de la part d'isolés et de groupes entiers l'accomplissement d'actes criminels. Cette résolution reconnaît les actes de séparatismes, le soutien à l'armée volontaire de Denikine, les demandes d'alliance adressées à l'Entente.

La révolution cherche à dégager la responsabilité du parti en tant que parti.

Mais en même temps que la Conférence blâme les actes mentionnés ci-dessus, elle ajoute que se sont également discrédités ceux qui ont pris part aux Comités de paysans pauvres.

En Géorgie, les mencheviks donnèrent toute leur mesure. Leur gouvernement ne tint que grâce à l'Allemagne d'abord, à l'Entente ensuite. Les mencheviks n'ont rien fait, ni pour les ouvriers ni pour les paysans pauvres.

En 1917-1918, l'armée rouge du Caucase qui voulait se joindre à Moscou fut assaillie par les « blancs », avec le concours des mencheviks.

Quand les Soviets proposèrent à la Géorgie mencheviste l'alliance contre Denikine, elle déclara vouloir rester neutre.

Des bandes se forment en territoire mencheviste et pratiquent la Terreur blanche. Des communistes et des sympathisants au communisme furent odieusement torturés à Tiflis.

Les mencheviks ont organisé la Garde populaire de Géorgie, pour lutter contre les paysans pauvres en révolte pour une meilleure répartition des terres. Un livre du chef de cette Garde dite populaire raconte les exploits de cette organisation de bandits et raconte l'anéantissement épouvantable des révoltés.

Ce que sont les Mencheviks

En réalité, les mencheviks sont des démocrates luttant partout pour le maintien ou le rétablissement du pouvoir bourgeois.

Ils gardent une phraséologie marxiste et révolutionnaire, et sont passés maîtres en hypocrisie révolutionnaire. Ils ont donné la mesure de la force avec laquelle on peut essayer d'assassiner la Révolution, grâce à un marxisme habilement truqué et savamment sophistiqué.

Leurs actes, la discordance entre leurs actes et leurs paroles, l'hypocrisie dont ils voilent leurs véritables sentiments ; tout cela doit être connu des révolutionnaires du monde entier.

Que chacun de nos camarades soit armé pour répondre avec des faits à la campagne honteuse de calomnies antibolchevistes entreprise par la II^e Internationale et complaisamment accueillie par la II^e et demie.

Albert TREINT.



Le Citoyen Vandervelde, Socialiste

Qu'est-ce que le socialisme ? Les plus hypocrites de ses serviteurs n'en donneront pas d'autre définition que celle-ci ou à peu près :

Le socialisme est une doctrine de lutte de classes, tendant à l'émancipation du prolétariat, c'est-à-dire à l'abolition de la propriété privée des moyens de production...

Lutte des classes, défense du travail et du travailleur, lutte contre la propriété privée, lutte contre l'ennemi de classe — le Riche, l'Exploiteur, l'Oppresseur, propagande d'un idéal social d'organisation rationnelle, de solidarité, de liberté, telle ne fut-elle toujours la tâche du *socialiste* ?

Quelle dérision de se le rappeler quand on lit, dans une de ces feuilles « socialistes » qui, depuis de longues années déjà prostituent le socialisme à toutes les turpitudes de l'ordre bourgeois que « le citoyen Vandervelde est parti pour la Russie où il doit participer à la défense des socialistes révolutionnaires — « Citoyen » — « Socialiste » — « parti ouvrier » — « socialiste révolutionnaire »... Mais les mots ne signifient donc plus rien ? Mais n'est-ce pas un comble d'impudence que de les employer ainsi à désigner précisément le contraire de ce qu'ils doivent désigner ? Si nous ne savions pas que cet odieux confusionnisme est consciemment entretenu pour diviser et tromper les travailleurs, par les classes dirigeantes, nous désespérerions de l'intelligence humaine...

Qu'est-ce que l'avocat-ministre Vandervelde, leader d'un « parti ouvrier », a jamais eu de commun avec la classe ouvrière ? La connaît-il autrement que pour l'avoir vue du haut de sa tribune d'orateur, à travers les vitres biseautées de sa limousine, — et quelquefois au cours de ses excursions dans les puits de mines où le mineur crache tous les jours ses poumons, mais où le citoyen-député n'avait garde de se noircir les mains ? Qu'est-ce que les « socialistes révolutionnaires de Russie » qui, pendant cinq années ont fait l'impossible pour égorger une révolution ouvrière, peuvent bien avoir de commun avec le... socialisme révolutionnaire ?

Mais revenons au citoyen Vandervelde.

Il parla bien, jadis du marxisme et de la libération du travail. Il dénonça la folie abominable des guerres capitalistes. Il s'indigna contre la colonisation, aspect particulièrement hideux de l'exploitation de l'homme par l'homme. Les mineurs du Borinage et les métallurgistes de Seraing sentirent qu'il leur apportait la vérité, le crurent, l'élurent, s'en firent un chef, sans se douter — parce qu'ils sont sincères, eux, et ne savent pas qu'on peut avoir plusieurs visages, et bien des discours dans son sac — que ce rhéteur, complètement étranger à leur classe, à leur dur travail, à leurs convictions, à tout ce qui est ouvrier, ferait tout doucement du socialisme le contraire du socialisme, — exactement.

Quand se posa pour la Belgique la question de l'annexion du Congo, M. Vandervelde, pour la première fois, se révéla vraiment homme d'Etat. De quel Etat ? De celui, naturellement, sur lequel règne le roi des Belges. Qu'allait-on faire de l'Etat libre du Congo, immense pays vierge au centre de l'Afrique, où peinent 17 millions de nègres ? Le Parti Ouvrier se le demanda. Et l'idée ne vint à personne que l'esclavage des millions de sauvages des colonies sert à river les chaînes des prolétaires européens ; que le socialisme qui veut la fin de tous les esclavages, ne peut être qu'avec les nègres contre le négrier ; qu'il doit dire son mot catégorique sur la colonisation, en attendant d'agir en libérateur des peuples primitifs sans la libération desquels les peuples travailleurs des pays dits — bien à tort d'ailleurs ! — civilisés ne se libéreront jamais... Le monde « socialiste » ne s'est souvenu de ces axiomes que depuis la révolution russe. A l'époque, le citoyen Vandervelde se fit l'éloquent avocat de l'annexion du Congo. On savait pourtant le terrible contenu de souffrance et de boue de ces trois petits mots. Le prix véritable du caoutchouc sanglant sur lequel s'édifiaient des fortunes était connu. On savait les méthodes de colonisation du capitalisme belge : les mains coupées des esclaves indociles, les villages brûlés, la guerre civilisatrice des mitrailleuses, aux flèches et aux gourdins... M. Vandervelde prouva qu'en somme tout cela était bien et qu'il fallait continuer.

Dès ce moment, le ministre de la Guerre perçait en lui, à peu près complet. Mais cette dernière métamorphose du socialiste Vandervelde fut complète, parfaite comme une apothéose. Ministre d'un roi catholique, membre d'un gouvernement de coalition bourgeoise, pourquoi ? Pour servir dans le duel des deux impérialismes capitalistes la cause de l'un. Pour défendre contre le colonisateur allemand le Congo belge et conquérir à l'Angleterre le Kameroun. Pour, finalement, balkaniser l'Europe orientale et centrale, morcelée en petits Etats rapaces, ruinés, sans avenir, vassaux d'un impérialisme militaire français, successeur légitime de l'impérialisme germanique. Pour substituer la poudre sèche de Poincaré à la poudre sèche de Guillaume. Tel était le but, tel est le résultat. Le citoyen Vandervelde, au nom de son Parti « ouvrier » et « socialiste » a contribué de son mieux, à la poursuite de ces fins... A quel prix ! Les pauvres diables d'ouvriers et de paysans de son pays et de son parti le savent (quand ils ne dorment pas, entre Ypres et Furnes, écrabouillés dans le sable des dunes sous de petites croix de bois). Ils n'ont pas oublié les années de tranchées, ni les conseils de guerre qui, derrière la tranchée, maintenaient le moral de l'armée en inspirant au soldat l'envie patriotique de « se sauver en avant » jusqu'à la mort... Le citoyen ministre Vandervelde approuvait.

Vint l'armistice, troisième étape dans sa bril-

lante carrière. La Belgique évacuée par les troupes allemandes, hérissée des ruines de Louvain, d'Ypres et de Charleroi, rationnée, brimée par des gouverneurs militaires ennemis, vit rentrer son roi, ses ministres, son armée nationale, ses propres gouverneurs militaires et s'aperçut tout de suite que rien n'était changé, du moins pour le mieux. L'ère des représailles s'ouvrit contre les germanophiles, contre les activistes, contre les pauvres qui, ne comprenant pas grand'chose aux querelles des puissants, s'étaient adaptés à l'invasion... M. Vandervelde, ministre de la Justice, présida au travail des tribunaux. Jamais les tribunaux ne travaillèrent tant, jamais M. le Ministre n'eut plus de soucis. On arrêtait, on arrêtait ! Une vague de délation et de répression déferlait. Un émigré flamand nous relatait dernièrement quelques condamnations imbéciles ou odieuses. Il paraît que les peines de mort prononcées ne furent pas appliquées. La coutume belge, en effet, croit plus humain (ou d'une férocité plus raffinée : nous ne savons pas quel est son point de vue) d'enfermer un homme dans une cellule à perpétuité que de lui loger une balle dans la tête. Combien y a-t-il de ces enfermés dans les prisons du royaume ? M. Vandervelde est-il tout à fait certain que ces condamnés soient plus « coupables », ou moins intéressants que les socialistes de contre-révolution qu'il va défendre ?

La paix enfin fut signée et M. Vandervelde la

signa à Versailles. Cette paix, d'ailleurs, était une condamnation. Elle condamnait l'Europe à la guerre latente — en attendant la prochaine grande déflagration. Elle condamnait à la mort de faim à bref délai, Vienne et tout un pays de l'Europe centrale. A plus longue échéance elle condamnait l'Allemagne à la ruine et à la famine. On le voit maintenant. Elle condamne à une misère sans issue le prolétariat allemand. Est-ce pour ces raisons que le citoyen Vandervelde, habitué à sanctionner des verdicts, lui a voué un si profond attachement ? Mais nous allions oublier un détail. La Belgique, dans les conseils diplomatiques des Alliés, fut solidaire du blocus de la Russie révolutionnaire. Et M. Vandervelde en ce temps-là était ministre. Peut-être gardait-il à la Russie une secrète rancune de n'avoir pas écouté ses éloquents conseils quand il était allé lui prêcher « la guerre jusqu'au bout » pour l'Impérialisme allié ?

M. Vandervelde défendra à Moscou les socialistes de contre-révolution. Nous ne doutons pas qu'il retrouve pour cette cause l'éloquence qu'il a su mettre au service de la colonisation, de la guerre impérialiste — et du traité de Versailles. Mais nous le demandons : cette carrière de leader socialiste est-elle autre chose, du commencement à la fin, qu'un cinglant outrage au socialisme ?

R. ALBERT.

Le Parti Menchevik dans la Révolution

Battue au cœur de la Russie, la contre-révolution prit pied dans les régions frontières. Dans les premiers mois de son existence elle constitua contre les Soviets les fronts redoutables des généraux cosaques Kaledine et Dourov ; des cosaques de l'Oural, d'Astrakhan et d'Ukraine.

Les mencheviks prirent ces fronts de guerre blancs sous leur protection morale. Ils qualifièrent un mouvement de classe de la bourgeoisie et de la noblesse « mouvement national des paysans » et nous invitèrent à ne point lui résister. Plusieurs de leurs organisations s'entendirent avec les blancs contre nous. Il en fut ainsi à Samara, Saratov, Tsaritsine, Ekaterinodar, Voronège, Odessa, en Crimée, en Ukraine, au Caucase, presque partout. Mais à la fin de février 1918 les premiers fronts blancs étaient liquidés.

Au printemps de 1918 la contre-révolution repartait sur la scène plus forte et mieux organisée. Le front tchéco-slovaque menace l'existence de la République des Soviets. Quelle est alors l'attitude des mencheviks ?

Leurs organisations de la Volga et de l'Oural sont avec les blancs. Le président du Comité régional du Parti social-démocrate russe, Maïski, fait partie du gouvernement blanc de Samara. La tâche des mencheviks à la Constituante de Samara

fut de conquérir les sympathies du prolétariat aux nouveaux détenteurs du pouvoir. A peine « l'ordre » rétabli, la bourgeoisie avait repiris ses droits. Et l'on vit, dès que recommença la lutte des classes, les mencheviks se tourner contre les ouvriers. A l'usine Ivachenko (Samara), 6.000 ouvriers se soulevèrent. On réprima tout de suite ce mouvement dans le sang, non sans l'approbation des mencheviks.

A Kazan, la conduite de ces derniers fut plus écœurante encore. Leurs délégués appartenant aux commissions extraordinaires (tchékas) de la bourgeoisie. Ils justifiaient leur participation à cette lutte de classes en publiant que « les intérêts du prolétariat coïncident avec ceux de la nation russe ». La révolution, disaient-ils, devait consolider les droits de la bourgeoisie. S'insurger contre la bourgeoisie, au lendemain de la chute de l'autocratie, serait criminel !

Cette propagande n'eut pas grand succès. Trois semaines après l'avènement de la « démocratie » à Kazan, ouvriers et soldats se soulevaient contre elle. Des légionnaires tchèques et des bandes d'officiers rétablirent l'ordre, dans le sang, selon la coutume. Le lieutenant général Rytchkov, commandant de la garnison afficha que « à la moindre tentative de troubles, le quartier où elle se produira sera bombardé par l'artillerie ».

La presse socialiste-révolutionnaire cadette et réactionnaire anathématisa le prolétariat « coupable de haute trahison ». Mais nous nous intéressons surtout aux menchéviks. Ils écrivirent textuellement, dans une proclamation de leur comité directeur local, que « les autorités avaient bien fait de réprimer impitoyablement la tentative des traîtres à la patrie ». Leur organe, le *Rabotchié Diélo*, qualifia la révolte ouvrière de « crime infâme ». « Les fils indignes de la classe ouvrière ont souillé son drapeau ! Honte éternelle à eux ! » écrivait cette feuille socialiste.

Cependant le cercle des troupes rouges se resserrait autour de Kazan. La Constituante allait mourir. Les blancs mobilisaient leurs dernières forces. Le comité gouvernemental du Parti social-démocrate russe (menchévik) décidait le 6 septembre, dans une séance extraordinaire, de « prêter le concours le plus actif aux armées combattant pour la liberté et pour la prospérité de la Russie ». Et le *Rabotchié Diélo* (*La Voix Ouvrière*) ajoutait : « Notre comité auquel se sont joints divers militants a formé le soir même un détachement de volontaires qui a pu tout de suite rendre d'importants services. » Nous lisons encore, dans le même organe : « Le Comité met à la disposition de la Constituante et de l'armée toutes les forces physiques et morales du Parti. Il demande à tous ses membres de déclarer de quelle façon ils entendent servir. »

A la veille de la prise de Kazan par les rouges, l'organe bolchévik cessa de paraître, la rédaction s'étant, d'accord avec le Comité gouvernemental du Parti, mise tout entière à la disposition de l'armée pour remplir des fonctions militaires.

Jamais, au cours de la révolution russe, on n'a vu par contre aucun Comité menchévik mettre la totalité de ses forces physiques et morales au service des rouges.

A Perm, Viatka, Ekaterinbourg, Ijevsk, les menchéviks soutinrent l'armée blanche et la bourgeoisie contre la révolution ouvrière. A Ijevsk, ils commirent avec les socialistes-révolutionnaires un acte atroce : des travailleurs rouges arrêtés, désarmés, enfermés dans un local clos y furent bombardés à coups de grenades. A Oufa, les menchéviks participèrent aux délibérations dont naquit le fameux Directoire socialiste-révolutionnaire et cadet qui prépara l'avènement de Koltchak.

En Sibérie, les menchéviks furent partout les membres obligés des Comités locaux de la contre-révolution. Les menchéviks d'Irkoutsk, conduits par l'ancien député à la deuxième Douma, Mandelberg, se rendirent particulièrement odieux. A Perm, les syndicats menchéviks devinrent des officines gouvernementales du pouvoir réactionnaire. Le menchévik P. Mazlov fut le panégyriste du gouvernement d'Omsk. Il est vrai aussi d'ailleurs, que plus tard les menchéviks devaient affecter de faire au Gouverneur Suprême une certaine opposition et qu'ils conspirèrent même contre lui, à la veille de sa chute, quand le pays entier le vomissait.

Dans la démocratie de Denikine, les menchéviks eurent le rôle d'une opposition loyale et docile et firent contre les Soviets une propagande endia-

blée. Leur attitude à Kiev est typique. Ils s'associèrent à l'administration communale du général Bredov. Leur Conseil syndical reçut deux fois des fonds du gouvernement blanc. La coopérative Sila bénéficia des mêmes faveurs. Tandis qu'en Russie soviétiste les menchéviks ont défendu l'autonomie syndicale, ils n'ont pas vu dans la démocratie du général Denikine d'inconvénients à la subordination des syndicats à l'Etat. Pendant la mobilisation, les militants syndicaux menchéviks, indispensables à la patrie dans leurs fonctions quotidiennes, furent mis en sursis. L'union des industriels subventionna un quotidien menchévik. En revanche, nos social-démocrates russes concoururent avec zèle à la remise en activité de l'arsenal de Kiev qui travailla pour l'armée de Denikine. Il va de soi qu'il n'était pas question de grèves ni de lutte de classe.

Le conseil syndical menchévik était l'allié politique des organisations blanches clandestines tel que le *Centre National et l'Union pour la Régénération de la Russie*. A plusieurs reprises il fit cause commune avec ces organisations. Des appels communs parurent. La confiance dont jouissaient les menchéviks chez Denikine était telle qu'il suffisait d'être réclamé par eux pour sortir des prisons politiques des autorités blanches.

A l'heure la plus critique pour le pouvoir des Soviets les menchéviks adressèrent aux ouvriers d'occident un appel qui n'était contre la révolution d'octobre qu'un tissu de diffamations. Les ouvriers, affirmaient-ils, ne voulaient plus du bolchévisme. C'était un véritable coup de poignard dans le dos des Soviets qui, à l'époque, avaient le plus grand besoin de l'aide fraternelle du prolétariat mondial. C'était aussi un appel indirect à l'intervention.

Il y a lieu de souligner que les dévoués collaborateurs menchéviks du général Denikine n'étaient pas de jeunes militants inexpérimentés mais de vieux soldats du parti. Il y avait parmi eux Senkovski, membre du comité central de la social-démocratie russe, publiciste renommé, vieil ami de Martov ; Bilibanov, un des menchéviks les plus vieux et les plus influents ; Koutchin-Orenski, membre du comité central de l'Ukraine ; le leader des typographes, Romanov ; l'économiste Naoumov ; Tchitchevski et Soumski, aujourd'hui rédacteurs au *Socialistitcheski Vestnik* (*Messenger Socialiste*) que Martov édite à Berlin.

Faisons observer que Senkovski, appartenant à la gauche du parti, désapprouva la collaboration avec Denikine, s'en écarta, mais il ne fit rien pour la combattre et, à l'arrivée des rouges, voulut, par respect de l'unité, partager toutes les responsabilités de son parti.

Sur d'autres points du territoire occupé par Denikine les menchéviks eurent parfois une conduite moins ignominieuse — et parfois aussi une conduite plus ignominieuse. Le quotidien menchévik de Kartkov *Natchalo* vanta la démocratie de Denikine (ce n'était à la vérité qu'un régime de terreur blanche), prêcha la guerre au bolchévisme « jusqu'au bout », souscrivit à l'avance au principe d'une dictature bourgeoise. L'organe menchévik *Mysl* (*La Pensée*), organe « marxiste », « de gau-

che », relata en termes dithyrambiques l'entrée du général Dénikine à Kharkov et l'allégresse générale. Nous cueillons, dans cette revue « marxiste », ces trois lignes édifiantes :

« Le pouvoir des Soviets s'était donné des buts socialistes, mais est devenu un pouvoir réactionnaire. Ceux qui le remplaceront se donnent des buts antisocialistes, c'est incontestable, mais joueront tout de même, à un moment donné, un rôle révolutionnaire. »

Que pense-t-on d'un parti prolétarien heureux de la victoire d'un général du tsar sur le gouvernement ouvrier ? L'auteur de cet article n'était autre que le menchévik de gauche Ssan (Devdariani) qui plus tard, lorsque Dénikine fut battu, déguerpit en Géorgie et y devint ministre de l'Instruction publique. Il se lamente aujourd'hui dans l'organe de M. Martov sur le sort de la démocratie géorgienne.

A Odessa le *Youni Rabotchi* (L'Ouvrier Méridional), social-démocrate, démontra que Dénikine représentait un régime de bourgeoisie progressive conforme aux intérêts véritables de la Russie.

En Crimée, au lendemain de l'évacuation de la presqu'île par les rouges, menchéviks, s.-r. et cadets formaient un gouvernement commun au service de Dénikine. Tous en chœur appelèrent l'intervention, préconisèrent l'appui à l'armée blanche, la guerre au bolchévisme. Le *Priboi* menchévik blâma la conférence internationale de Lucerne d'avoir — si platoniquement — protesté contre l'intervention en Russie. « Les socialistes d'Europe, écrivait cette feuille, ne savent pas ce que c'est le bolchévisme ; ils s'abstiendraient autrement de protester contre l'intervention. » Donc en 1919 l'organe social-démocrate russe officiel de la Crimée se plaçait à droite de la 2^e Internationale ! Cela n'a pas empêché Martov quand, dernièrement, l'ancien général blanc Slachtiev (de Crimée), se repentant de ses crimes, rentra en Russie rouge, de publier un article intitulé : *Slachtiev milite pour l'Internationale Communiste*, bien qu'il sache fort bien qu'entre l'I. C. et l'ancien général blanc il n'y a rien de commun.

Mais ce Slachtiev, si l'Internationale Communiste ne le connaît pas, les menchéviks le connaissent bien. Au début de 1920 Slachtiev avait fait arrêter le maire menchévik de Sébastopol, Moguilevski, le président du groupe menchévik de la même ville Kantorovitch et d'autres militants social-démocrates connus, en tout une dizaine de personnes. Le parti et les syndicats social-démocrates envoyèrent alors au dictateur militaire une délégation conduite par Gavrilov. La Crimée blanche était alors en danger. Le front de Dénikine agonisait près de Novorossisk. La Crimée était le dernier refuge de la réaction. Or, les communistes y préparaient dans le secret une insurrection ouvrière une condition : il relâcherait ses prisonniers viols la campagne de Wrangel et modifié par contre-coup l'attitude de la Pologne. Le mouvement devait éclater à l'occasion du troisième anniversaire de la révolution. Slachtiev posa aux menchéviks une condition : il relâcherait ses prisonniers à la condition que le parti social-démocrate emploierait son influence à contrecarrer les prépara-

tifs insurrectionnels des communistes. Les menchéviks acceptèrent ces conditions.

Deux mots encore de la politique syndicale du menchévisme. En Ukraine, sur le Don, en Crimée, les menchéviks s'opposèrent au mouvement gréviste et firent une politique de collaboration des classes.

J. VARDINE.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 129, rue Lafayette, PARIS

VIENT DE PARAÎTRE

Histoire du Parti Socialiste en France

Par PAUL LOUIS

Prix : 2 francs. — Franco : 2 fr. 15

Ce volume est le premier de la collection :

Histoire des Doctrines Socialistes

(LES IDEES ET LES FAITS)

Cette collection, qui comprendra au moins 12 volumes in-12 à 2 francs, a été conçue dans le but de fournir à tous ceux qui s'intéressent à la question sociale une documentation sûre et précise qu'on ne trouvait jusqu'ici que disséminée dans des volumes importants d'un prix inabordable.

On pourra se procurer les 12 volumes de la première série, soit en les achetant au fur et à mesure de leur parution, soit en souscrivant au comptant aux 12 volumes, pour le prix réduit de 20 francs les 12 volumes.

LISTE DES 12 VOLUMES A PARAÎTRE en 1922

1. Histoire du Parti Socialiste (Paul Louis).
2. Histoire des Syndicats (Ker).
3. Histoire des Trois Internationales (A. Dunois).
4. Babeuf (A. Mathiez).
5. Saint-Simon et les Saint-Simoniens (Labrousse).
6. Fourier et les Fourieristes (Labrousse).
7. Louis Blanc, Vidal, Pecqueur, Cabet (Paul Louis).
8. Proudhon (Pelletier).
9. Karl Marx (l'Economiste) (Rappoport).
10. — (l'Historien) (Rappoport).
11. — (l'Homme d'action) (A. Dunois).
12. Lassalle (Rappoport).

Adresser commandes et mandats au camarade Henri Suchet, Librairie de l'« Humanité », 142, rue Montmartre.

Les Conseils de Paysans pendant la Révolution Bavaroise

Le 8 novembre 1918 fut affichée partout en Bavière une proclamation débutant par les paroles suivantes : « La république bavaroise est proclamée. L'autorité suprême sera exercée par les conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans, élus par la population, jusqu'à ce qu'une représentation définitive du peuple ait été créée ».

La révolution bavaroise et Kurt Eisner avaient triomphé, seulement ce n'était qu'un commencement ; il y avait encore tout à faire. Et la question la plus grave était certainement de savoir ce que ferait la population agricole. En effet, si dans une très large mesure on pouvait compter sur les ouvriers en serait-il de même des paysans ?

On a toujours prétendu que le point faible de toute révolution sociale se trouve dans les difficultés qu'on rencontre à y impliquer les paysans. La révolution bavaroise constitue à ce sujet une des expériences les plus intéressantes et les plus instructives. Aussi devons-nous savoir gré à M. Wilhelm Mattes de nous avoir fourni les éléments nécessaires pour comprendre la portée d'une pareille expérience, dans l'étude documentée et impartiale qu'il a consacrée aux conseils de paysans bavares (*die bayerischen Bauernräte, eine soziologische und historische Untersuchung über bäuerliche Politik* — Les conseils paysans bavares, une étude sociologique et historique sur la politique paysanne).

Les paysans bavares avant la guerre n'étaient, certes, à aucun degré des révolutionnaires. C'est le grand parti catholique qui dominait parmi eux. Il est vrai que ce parti rencontrait des résistances dans l'association paysanne bavaroise (*Bayrischer Bauernbund*). Mais cette organisation, qui avait un caractère particulariste prononcé, n'était pas non plus composée d'éléments révolutionnaires. Le paysan bavarois était parfois mécontent, il en voulait surtout aux Prussiens qu'il traitait de *Saupreussen* (cochons de Prussiens), mais en même temps c'était un brave conservateur très attaché à son roi. Je m'imagine que si jamais un mouvement d'un caractère révolutionnaire avait pu se produire à cette époque, c'eût été précisément en faveur de ce roi qui avait été déclaré fou, alors qu'une légende assez répandue prétendait que des gens mal intentionnés le tenaient enfermé.

La guerre mondiale devait produire certains changements dans la mentalité des paysans ; elle avait, en Allemagne comme ailleurs, profondément troublé la vie économique. Presque tous les paysans étaient au front et c'étaient les femmes qui devaient cultiver la terre. Mais, ce qui irritait tout particulièrement les populations des campagnes, c'était la politique d'alimentation poursuivie par l'empire allemand. Le paysan n'avait plus qu'une idée, c'était de retourner à un état normal, c'est-à-dire de reprendre le travail de la terre comme par le passé, sans voir l'écoulement de ses produits entravé par une bureaucratie qui le chicanait de toutes façons.

C'était là tout le fond de la pensée et on y aurait encore cherché en vain un caractère politique. Toutefois la situation l'avait fait réfléchir ; il se mit à rechercher les responsables de ses maux.

Il en voulut au roi, aux nobles, grands propriétaires terriens, enfin à tous les suppôts du régime. Cette aversion pouvait tout au plus créer un état d'esprit révolutionnaire. Mais prétendre que les paysans étaient vraiment des révolutionnaires comme l'étaient la majorité des ouvriers, c'eût été s'avancer beaucoup trop.

Comment donc attirer vers la révolution des paysans dont l'éducation révolutionnaire était encore à faire en son entier ? Voilà ce que devaient se demander Kurt Eisner et ses partisans. Mais une autre question, peut-être aussi grave, devait se poser. Si les ouvriers seuls devaient faire la révolution, on risquait de voir les paysans cesser d'alimenter les villes. Pour parer à ce danger, et pour rendre les paysans solidaires du nouveau régime qu'on voulait instituer, on résolut de fonder dans tout le pays en même temps que des conseils ouvriers, des conseils paysans.

La tâche semblait devoir être singulièrement facilitée du fait qu'à côté de Kurt Eisner se trouvait une personnalité, qui issue elle-même des milieux paysans, pouvait exercer une influence révolutionnaire. En effet, si Eisner jouissait d'un grand prestige sur les ouvriers, son ami Ludwig Gandorfer paraissait être fort populaire parmi la population agricole. Ludwig Gandorfer est certainement un des personnages les plus curieux de la révolution bavaroise. Pris du désir de connaître le monde, il avait de bonne heure quitté son village, visité différents continents, et enfin possédé quelque temps une ferme en Afrique occidentale. Pendant l'été de 1918 il fit une propagande qui avait fortement contribué à sa popularité. Dans l'armée, disait-il, il ne devait à aucun prix y avoir de privilèges, c'est ainsi que dans les trains il fallait supprimer les différences de classes, et sur le front donner la même nourriture à tous ; enfin, il fallait faciliter de toutes manières l'accès des soldats aux postes d'officiers. Le 24 juillet 1918, il déclarait ouvertement la guerre à la politique du gouvernement. Voici ce qu'il disait : « Le peuple veut la paix, et je déclare vouloir combattre par tous les moyens tout parti qui voudra prolonger la guerre. Si on se borne à enterrer mes paroles, il se pourrait fort bien qu'il y ait très prochainement un autre enterrement, et dans ce cas, les croque-morts ne seraient autres que les soldats du front et nos nombreux mutilés ». C'était la première fois que s'exprimait dans les milieux paysans l'idée de renverser la dynastie bavaroise.

Le 7 novembre 1918, lors de la grande manifestation sur la Theresien Wiese, à Munich, il y avait à côté de Kurt Eisner, son ami Louis Gandorfer qui promit aux ouvriers que leur mouvement révolutionnaire rencontrerait les sympathies des paysans et qu'ils n'auraient rien à craindre pour l'alimentation des villes. Malheureusement pour la révolution, Gandorfer mourut peu après dans un accident d'automobile au cours d'une tournée de propagande. « Son cœur tout entier était attaché aux temps nouveaux, et le sort fut cruel qui ne lui permit pas d'assister à l'accomplissement de ses efforts », dit son ami Kurt Eisner dans le discours qu'il prononça sur sa tombe.

Ainsi donc le grand initiateur du mouvement révolutionnaire parmi les paysans n'a pu jouer un rôle dans la formation des conseils de paysans. Les paysans, au début, montrèrent peu d'empressement à joindre les organisations que la révolution avait créées pour eux. L'initiative, la plupart du temps, partit des conseils ouvriers, qui, pour assurer l'alimentation des villes et pour créer une solidarité entre eux et la population agricole, firent tout leur possible pour inviter les paysans à s'organiser. Et plus tard, quand les paysans eux-mêmes prirent des initiatives, ils le firent souvent plutôt pour contrecarrer l'influence des conseils ouvriers dont ils craignaient la domination que par esprit révolutionnaire.

Voici pour la formation des conseils de paysans. Si nous nous demandons maintenant quelles devaient être les fonctions des conseils de paysans, nous remarquerons aussitôt l'absence d'un programme bien défini. Cela ne tient pas seulement à la nouveauté de ces institutions, mais en grande partie aux oppositions qu'elles rencontrèrent. En effet, si Eisner voyait dans les conseils paysans, de même que dans les conseils ouvriers, les cellules de la société nouvelle, Auer, son collègue dans le nouveau ministère, avait des points de vue beaucoup plus opportunistes. Kurt Eisner était un idéaliste, tandis que Auer, en somme, n'a jamais été qu'un fonctionnaire prudent et avisé, dont le but unique était de maintenir intacte la vie économique ou plutôt de la rétablir. Auer fit tout pour conserver à côté des nouveaux conseils de paysans les anciens organismes administratifs, qui selon lui devaient continuer à jouer le rôle important, tandis que les conseils ouvriers se bornaient à les soutenir. Ainsi dans un premier projet conçu par lui, les conseils paysans n'avaient aucune attribution politique. Le règlement provisoire édicté ensuite le 26 novembre 1918, est une sorte de compromis entre les points de vue de Kurt Eisner et d'Auer.

Disons toutefois que quelque fut la teneur du règlement, rien évidemment n'eut empêché les paysans d'élargir peu à peu eux-mêmes leurs attributions, comme cela se voit souvent dans des organisations créées par un mouvement révolutionnaire. Seulement c'est ici précisément que nous remarquons l'absence d'un vrai esprit révolutionnaire chez les paysans. Dans la plupart des villages, les anciennes autorités continuèrent leurs fonctions, et les conseils de paysans ne firent aucun effort pour les remplacer. Une des raisons de cette passivité dont la classe paysanne fit preuve pendant la révolution, se trouve peut-être dans la manière dont les conseils paysans étaient composés. Les ouvriers agricoles n'y avaient aucune part et ce sont les gros et moyens paysans dont l'influence prédominait. Ajoutons aussi que bientôt des divergences se firent sentir entre ceux des paysans qui, établis depuis longtemps dans la communauté, avaient droit aux biens communaux et les nouveaux venus qui ne jouissaient pas de ce privilège.

Mais la raison qui devait le plus contribuer à entraver l'action des conseils paysans est certainement le défaut d'une organisation centralisée. En effet, il ne suffisait pas de fonder partout en Bavière des associations paysannes, il fallait encore combiner leur action. Pour le faire il fallait créer un organisme central. C'est ce que Eisner avait tâché de faire. Le 9 novembre 1918 il avait lancé la proclamation suivante : « Ludwig Gandorfer est autorisé à inviter 50 membres des conseils paysans à prendre part à l'assemblée nationale provisoire ». On a beaucoup critiqué cette mesure

et, en effet, le choix des paysans élus devait être assez arbitraire. Aussi n'y eut-il jamais de rapports suivis entre le conseil central des paysans et les conseils locaux du moins pour autant qu'il ne s'agissait pas de conseils locaux dont un ou plusieurs des membres était représentés au conseil central. Ajoutons aussi que les représentants au conseil central étaient surtout des gros paysans, les petits paysans étant retenus par leurs travaux et ne pouvant pas se déplacer.

Le 21 février 1919, Kurt Eisner fut assassiné. Et à partir de cette date ce ne fut plus qu'une lente agonie des organismes révolutionnaires qu'il avait créés. Nous n'indiquerons pas les différentes péripéties de cette décadence, et nous ne parlerons pas des discussions confuses qui eurent lieu entre les partisans du système parlementaire et ceux du système des soviets. Nous nous bornerons à dire quelques mots encore sur l'importance du mouvement agricole pendant la révolution bavaroise et sur ce qu'il en est resté. Les conseils ouvriers, comme on l'a déjà vu, présentaient de graves imperfections. Pour qu'ils pussent exercer une réelle influence, il aurait fallu qu'ils eussent réuni le pouvoir de faire des décrets à celui de les faire exécuter. Or cela ne fut presque jamais le cas. Et ainsi les anciennes autorités continuèrent à dominer. D'autre part, les intérêts locaux et matériels prévalurent toujours sur les intérêts politiques, les paysans voyant dans les conseils avant tout un moyen d'assurer leur production. Au fond ce qu'ils désiraient surtout c'était de rétablir l'ancien état de choses. La nouvelle organisation aura surtout contribué à éveiller la conscience professionnelle des paysans, mais cet éveil ne se sera pas fait dans un sens révolutionnaire. Ce qu'ils voudraient, en fait de politique, si du tout ils ont des idées précises, dans ce domaine, c'est une représentation professionnelle qui s'ajouterait au système parlementaire, ou, même pourrait le remplacer. D'autre part, ce qui est particulièrement regrettable, c'est que les rivalités qui se sont produites pendant la révolution entre les conseils ouvriers et les conseils paysans ont contribué à éloigner l'une de l'autre les deux classes de producteurs, et par là même favorisé le développement de l'esprit réactionnaire dans la population agricole.

Il semblerait donc que la révolution paysanne en Bavière ait échoué. Il n'en reste pas moins établi qu'à un moment donné il fut possible de créer des organisations agricoles et que celles-ci ont tout au moins contribué à maintenir intacte la vie économique d'un pays, dans des temps de révolution. Ce précédent ouvre de larges horizons, et fait envisager pour l'avenir des possibilités d'aboutir à des résultats durables, du moment où on aura évité de commettre les erreurs qui causèrent l'échec de la première tentative.

Alix GUILLAIN.

SECOURONS NOS FRERES DE RUSSIE



Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.